

RAPPORT STATISTIQUE SUR LES TRAVAUX DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023

Septembre 2023



RAPPORT STATISTIQUE SUR LES TRAVAUX DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023

Septembre 2023



Publié par la Direction des commissions parlementaires
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
3^e étage
Québec (Québec) G1A 1A3

Téléphone : 418 643-2722
Sans frais : 1 866 337-8837

Courriel : commissions@assnat.qc.ca

Ce document est mis en ligne dans la section « [Travaux parlementaires](#) » du site Internet de l'Assemblée nationale.

Note au lecteur : *Tous les pourcentages présentés dans les tableaux de ce rapport ont été arrondis à la décimale près. Par conséquent, il est possible que la somme des pourcentages ne soit pas toujours égale à 100 %. Pour faciliter la présentation des résultats, il a toutefois été décidé de toujours indiquer une somme de 100 %.*

ISBN (Imprimé) : 978-2-550-95831-4
ISBN (PDF) : 978-2-550-95832-1

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec – 2023

Table des matières

AVANT-PROPOS	1
FAITS SAILLANTS	2
PORTRAIT GLOBAL	3
Mandats, séances et heures	3
Séances virtuelles	12
ÉTUDE DES PROJETS DE LOI	15
CONSULTATIONS ET AUDITIONS	20
PARTICIPATION CITOYENNE EN LIGNE	27
CONTRÔLE PARLEMENTAIRE	29
Reddition de comptes dans les commissions sectorielles	29
Mandats réalisés par la Commission de l'administration publique	30
RAPPORTS DES COMMISSIONS	31
ANNEXE I. TABLEAUX 20, 21 ET 22	32
ANNEXE II. FICHES DÉTAILLÉES DES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS	35
Commission de l'Assemblée nationale	36
Commission de l'administration publique	37
Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles	38
Commission de l'aménagement du territoire	40
Commission de la culture et de l'éducation	42
Commission de l'économie et du travail	45
Commission des finances publiques	46
Commission des institutions	48
Commission des relations avec les citoyens	50
Commission de la santé et des services sociaux	52
Commission des transports et de l'environnement	54

Liste des tableaux et des figures

TABLEAUX

Tableau 01 - Nombre de séances et d'heures, par commission	3
Tableau 02 - Nombre de séances et d'heures selon les types de séances, par commission	5
Tableau 03 - Nombre de réunions de comités directeurs et nombre d'heures, par commission	6
Tableau 04 - Nombre de mandats selon les types de mandats, par commission	8
Tableau 05 - Nombre de séances selon les types de mandats, par commission.....	9
Tableau 06 - Nombre d'heures selon les types de mandats, par commission	9
Tableau 07 - Nombre de mandats, de séances et d'heures consacrés aux différents types d'activités	10
Tableau 08 - Nombre de séances et d'heures en période et hors période, par commission	12
Tableau 09 - Nombre de séances et d'heures de séances en mode complètement virtuel selon les types de séances, par commission	13
Tableau 10 - Nombre de réunions de comités directeurs et nombre d'heures en mode complètement virtuel, par commission	14
Tableau 11 - Nombre de projets de loi, de séances et d'heures consacrées à l'étude des projets de loi publics selon le type de mandats, par commission	17
Tableau 12 - Nombre de projets de loi, d'articles et d'amendements étudiés en commission	19
Tableau 13 - Nombre de mandats dans le cadre desquels il y a eu des consultations et d'autres types d'auditions, par commission	21
Tableau 14 - Nombre de séances consacrées à des consultations et à d'autres types d'auditions, par commission	22
Tableau 15 - Nombre d'heures consacrées à des consultations et à d'autres types d'auditions, par commission	22
Tableau 16 - Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus lors des consultations et des autres types d'auditions, par commission	25
Tableau 17 - Activités de contrôle parlementaire	29
Tableau 18 - Mandats réalisés par la Commission de l'administration publique.....	30
Tableau 19 - Rapports contenant des observations, des conclusions et des recommandations	31
Tableau 20 - Nombre de mandats selon les types de mandats et d'activités, par commission	32
Tableau 21 - Nombre de séances selon les types de mandats et d'activités, en nombre et en pourcentage, par commission.....	33
Tableau 22 - Nombre d'heures selon les types de mandats et d'activités, en heure et en pourcentage, par commission.....	34

FIGURES

Figure 01 - Nombre de séances et d'heures, par année.....	4
Figure 02 - Nombre de projets de loi ayant fait l'objet d'une étude détaillée en commission parlementaire et en commission plénière	16
Figure 03 - Pourcentage des heures consacrées à l'étude des projets de loi et à d'autres mandats en commission parlementaire, par année.....	18
Figure 04 - Nombre de consultations particulières et générales reliées à un projet de loi public, par année	19
Figure 05 - Nombre de mandats dans le cadre desquels il y a eu des consultations particulières et générales, par année.....	23
Figure 06 - Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par année.....	24
Figure 07 - Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus, par année.....	26
Figure 08 - Nombre de mandats des commissions commentés et nombre de commentaires en ligne reçus, par année	27
Figure 09 - Nombre de réponses reçues aux consultations en ligne, par année.....	28

Avant-propos

Une commission parlementaire est un groupe de travail composé d'un nombre restreint de députés et chargé d'examiner toute question relevant de sa compétence ainsi que d'exécuter les mandats que l'Assemblée lui confie. Ce rapport, produit par la Direction des commissions parlementaires (DCP), présente un portrait statistique des activités des commissions parlementaires de l'Assemblée nationale pour la période du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023.

Le rapport rend compte des travaux des 11 commissions permanentes :

Rôle horizontal	 CAN	Commission de l'Assemblée nationale	<p>Neuf des commissions permanentes sont qualifiées de «sectorielles» en raison de leur spécialisation dans un domaine de l'activité gouvernementale. Les deux autres commissions ont un rôle «horizontal», compte tenu de leur champ de compétence élargi.</p> <p>Les activités des commissions exigent du personnel de la DCP un important travail de préparation, d'organisation et de suivi. Ce travail est toutefois réalisé en collaboration avec toutes les directions de l'Assemblée, dont l'apport est essentiel au bon déroulement des travaux des commissions parlementaires.</p>
	 CAP	Commission de l'administration publique	
Sectorielles	 CAP ERN	Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles	
	 CAT	Commission de l'aménagement du territoire	
	 CCE	Commission de la culture et de l'éducation	
	 CET	Commission de l'économie et du travail	
	 CFP	Commission des finances publiques	
	 CI	Commission des institutions	
	 CRC	Commission des relations avec les citoyens	
	 CSSS	Commission de la santé et des services sociaux	
	 CTE	Commission des transports et de l'environnement	

Faits saillants

PORTRAIT GLOBAL

L'année 2022-2023 a été marquée par la fin de la 42^e législature en août 2022, puis par le début de la 43^e législature en novembre 2022. 230 séances des commissions ont été tenues durant l'année, dont 182 séances publiques et 48 séances de travail, représentant plus de 616 heures. Il s'agit du plus faible nombre d'heures siégées en commission depuis 1984-1985. Les comités directeurs se sont réunis à 9 reprises.

SÉANCES VIRTUELLES

4 séances parmi celles tenues en 2022-2023 étaient complètement virtuelles, toutes des séances de travail à la CAP, représentant près de 5 heures. 2 réunions de comité directeur étaient complètement virtuelles.

MANDATS

84 mandats ont été réalisés en 2022-2023. 69 % des mandats réalisés étaient confiés par l'Assemblée (étude des projets de loi publics et d'intérêt privé, des crédits budgétaires et de toute autre matière), représentant 69 % des séances et 89 % des heures des commissions.

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Ce mandat s'est déroulé du 26 avril au 5 mai 2022. Il a nécessité 33 séances et près de 117 heures. Il s'agit du troisième exercice consécutif pour lequel le temps consacré à ce mandat était réduit par rapport à ce que prévoit le Règlement de l'Assemblée nationale.

ÉTUDE DES PROJETS DE LOI

27 projets de loi publics (consultations publiques et/ou études détaillées) et 8 projets de loi d'intérêt privé ont été étudiés en commission parlementaire en 2022-2023. 117 séances et près de 406 heures y ont été consacrées, ce qui représente 66 % de l'ensemble des heures effectuées par les commissions.

CONSULTATIONS ET AUDITIONS

29 mandats de consultations et d'auditions ont été réalisés en 2022-2023. 53 séances et plus de 167 heures y ont été consacrées, dont la majorité a porté sur des projets de loi publics. 260 témoins ont été entendus et 318 mémoires ont été reçus. Aucune consultation générale n'a été tenue en 2022-2023.

PARTICIPATION CITOYENNE EN LIGNE

879 commentaires en ligne ont été reçus en 2022-2023 concernant 31 mandats des commissions et projets de loi. Aucune consultation en ligne n'a été tenue.

CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

Près de 136 heures, représentant 22 % du temps en commission, ont été consacrées aux activités de contrôle parlementaire. L'étude des crédits budgétaires a composé la grande majorité des heures de contrôle effectuées. 1 audition de reddition de comptes a été tenue à la CAP. L'analyse du rapport annuel de gestion de 8 ministères et organismes a été réalisée par la CAP.

RAPPORTS DES COMMISSIONS

3 rapports ont été produits en 2022-2023 contenant des observations, des conclusions et des recommandations.

Portrait global

Mandats, séances et heures

Au cours de l'année 2022-2023, qui constituait une année électorale, les commissions ont tenu un total de 230 séances, représentant plus de 616 heures (**tableau 1**). Une séance correspond généralement à une journée durant laquelle une commission se réunit sur un mandat, souvent en plusieurs parties. Une commission peut toutefois tenir plusieurs séances au cours d'une même journée si celles-ci portent sur des mandats différents.

La CFP et la CSSS se sont réunies durant le plus grand nombre d'heures parmi les commissions, avec plus de 100 heures chacune. Ce sont la CCE et la CSSS qui se sont réunies le plus souvent, avec 34 séances chacune.

Tableau 01

Nombre de séances et d'heures, par commission[†]

Commissions	Séances	%	Heures	%
CAN	1	0,4	0:06	0,1
CAP	8	3,5	7:55	1,3
CAPERNE	15	6,5	33:43	5,5
CAT	21	9,1	37:46	6,1
CCE	34	14,8	82:39	13,4
CET	11	4,8	33:42	5,5
CFP	32	13,9	111:44	18,1
CI	32	13,9	97:24	15,8
CRC	22	9,6	65:16	10,6
CSSS	34	14,8	105:23	17,1
CTE	20	8,7	40:30	6,6
Total	230	100	616:08	100

[†] Les chiffres présentés dans ce tableau regroupent à la fois les séances publiques, les séances de travail et les séances à huis clos, s'il y a lieu, mais n'incluent pas les réunions des comités directeurs des commissions (voir le **tableau 3**).

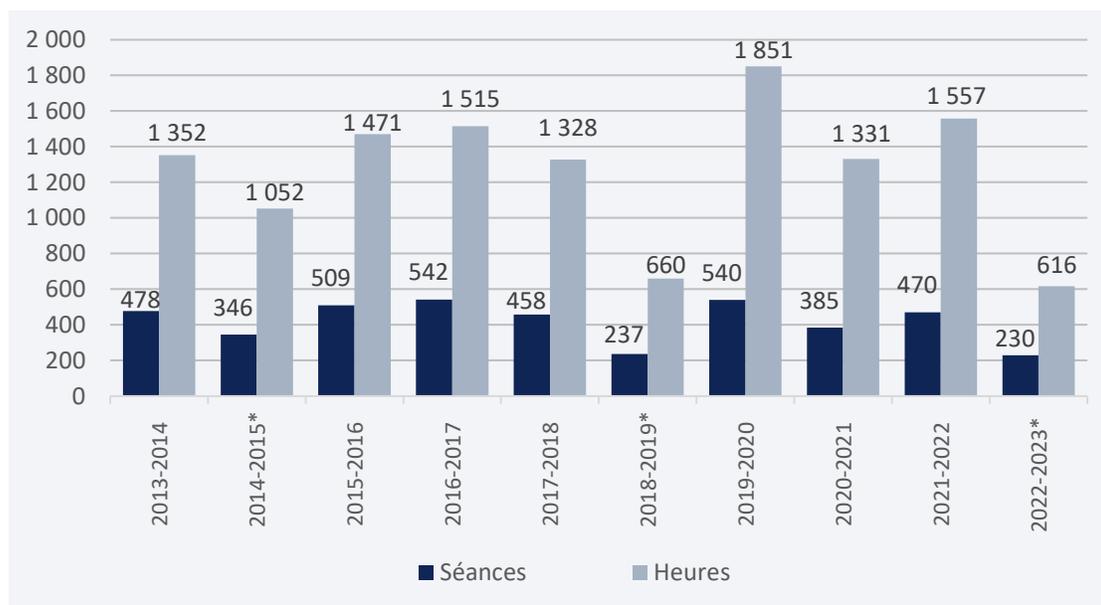
Au cours des dix dernières années, les commissions ont tenu en moyenne 420 séances, représentant environ 1273 heures chaque année (**figure 1**).

On constate toutefois un niveau d'activité des commissions plus faible les années où se sont tenues des élections générales, comme ce fut le cas en 2022-2023. Les travaux parlementaires de la 42^e législature ont été ajournés le 10 juin 2022, suivi d'une dissolution de l'Assemblée le 28 août 2022. Puis, à la suite des élections générales tenues le 3 octobre 2022, les travaux parlementaires de la 43^e législature ont débuté le 29 novembre 2022. La première séance de

commission parlementaire a été tenue le 2 décembre 2022 par la Commission de l'Assemblée nationale, afin de procéder à la formation des commissions parlementaires et à l'adoption de la liste des présidents de séance.

Alors que l'année 2019-2020 constituait un nouveau sommet en ce qui a trait au nombre d'heures durant lesquelles les commissions ont siégé depuis 1984-1985, on remarque, à l'inverse, que le nombre d'heures siégées en commission en 2022-2023 est le plus faible, pour la même période de référence.

Figure 01
Nombre de séances et d'heures, par année



* Années d'élections générales

Les commissions réalisent leurs mandats en se réunissant en séances publiques ou en séances de travail. La séance publique constitue la règle générale. Les séances publiques sont ouvertes à la population et aux membres de la *Tribune de la presse*. Les délibérations de ces séances sont webdiffusées et retranscrites intégralement au *Journal des débats*, qui peut être consulté sur le site Internet de l'Assemblée nationale. La séance de travail, quant à elle, est principalement réservée à l'organisation des travaux et à l'information des membres des commissions. Elle est dite privée, c'est-à-dire que seuls les membres et le personnel de la commission peuvent y assister. Les débats ne sont pas retranscrits au *Journal des débats*. Ce type de séance représente donc une instance plus souple pour la commission, qui peut aussi déléguer à son comité directeur la planification et l'organisation des travaux.

Généralement, comme l'indique le **tableau 2**, les commissions se réunissent principalement en séances publiques (79,1 % des séances et 95,1 % des heures).

La CAP compte habituellement plus de séances de travail que les autres commissions permanentes, puisqu'elle se réunit en séance de travail avant et après chaque audition publique qu'elle tient. En 2022-2023, la CCE est toutefois la commission qui s'est réunie le plus souvent en séance de travail, soit à 9 reprises, en particulier dans le cadre de son mandat d'initiative

portant sur les révélations de violence lors des initiations dans le milieu du hockey junior et la possible situation dans d'autres sports. La CAP demeure tout de même la commission qui s'est réunie durant le plus grand nombre d'heures (près de huit heures) en séance de travail.

Tableau 02

Nombre de séances et d'heures selon les types de séances, par commission

Commissions	Séances			Heures		
	Publiques	Travail*	Total	Publiques	Travail*	Total
CAN	1	0	1	00:06	0:00	0:06
CAP	1	7	8	00:05	7:50	7:55
CAPERNE	12	3	15	32:07	1:36	33:43
CAT	17	4	21	35:59	1:47	37:46
CCE	25	9	34	76:42	5:57	82:39
CET	9	2	11	32:26	1:16	33:42
CFP	30	2	32	110:01	1:43	111:44
CI	27	5	32	95:40	1:44	97:24
CRC	18	4	22	63:05	2:11	65:16
CSSS	29	5	34	102:58	2:25	105:23
CTE	13	7	20	36:48	3:42	40:30
Total	182	48	230	585:57	30:11	616:08
%	79,1	20,9	100	95,1	4,9	100

* La catégorie «Travail» inclut toutes les séances de travail et ne comprend pas les réunions des comités directeurs des commissions (voir le [tableau 3](#)).

Chacune des commissions dispose d'un comité directeur composé de la présidence, de la vice-présidence et du secrétariat. Ce comité voit à l'administration de la commission et prend les décisions nécessaires à la bonne marche des travaux entre les séances.

Au cours de l'année 2022-2023, les comités directeurs se sont réunis à 9 reprises, pour près de 5 heures ([tableau 3](#)). En excluant celui de la CAN, le comité directeur de la CAP s'est le plus souvent réuni, surtout pour organiser ses travaux.

Le comité directeur de la CAN¹, quant à lui, s'est réuni à trois reprises afin de statuer sur des demandes de changements à la composition de certaines commissions. Ces réunions se sont toutefois déroulées par messagerie électronique, ce qui explique l'absence d'heures de réunion.

¹ La CAN a un rôle et un mode de fonctionnement différents des commissions sectorielles. En vertu de l'article 116 du Règlement de l'Assemblée nationale, cette commission établit le Règlement de l'Assemblée et ses règles de fonctionnement. Elle coordonne aussi les travaux des autres commissions, autorise les commissions à se déplacer ou à siéger à l'extérieur des édifices de l'Assemblée et s'occupe de toute matière qui n'a pas été spécialement confiée à une autre commission.

Tableau 03**Nombre de réunions de comités directeurs et nombre d'heures, par commission**

Commissions	Réunions	%	Heures	%
CAN	3	33,3	0:00	0
CAP	3	33,3	3:08	65,7
CAPERNE	1	11	0:31	10,8
CAT	1	11	0:13	4,5
CCE	0	0	0:00	0
CET	0	0	0:00	0
CFP	0	0	0:00	0
CI	0	0	0:00	0
CRC	0	0	0:00	0
CSSS	1	11,1	0:54	18,9
CTE	0	0	0:00	0
Total	9	100	4:46	100

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 31 mars 2023, 84 mandats² différents ont fait l'objet d'au moins une séance des commissions (**tableau 4**), que ce soit en séance publique ou en séance de travail. Les mandats peuvent être confiés à une commission par l'Assemblée, ou encore être réalisés à l'initiative de la commission elle-même. Certains mandats sont prévus au Règlement de l'Assemblée, alors que d'autres sont conférés par une loi (voir encadrés ci-bas).

Types de mandats réalisés par les commissions parlementaires

Les mandats confiés par l'Assemblée : Ce type de mandats comprend l'étude des projets de loi publics et des projets de loi d'intérêt privé, l'étude des crédits budgétaires ainsi que l'étude de toute autre matière confiée par l'Assemblée.

Les mandats prévus au Règlement de l'Assemblée : Les mandats de ce type incluent notamment l'interpellation et les élections à la présidence et à la vice-présidence des commissions. Cette catégorie inclut également les mandats confiés à une commission en particulier, comme les mandats de reddition de comptes à la CAP, la poursuite du débat sur le discours du budget et l'étude de la politique budgétaire du gouvernement à la CFP ainsi que l'audition d'Élections Québec et du Protecteur du citoyen à la CI.

² Par mandats, on entend les activités réalisées par les commissions.

Les mandats conférés par une loi : Certaines lois en vigueur au Québec confient à des commissions des mandats variés : étude de rapports annuels ou périodiques, examen de la mise en œuvre d'une loi, étude de règlement ou audition des dirigeants d'un organisme public.

Les mandats d'initiative : Conformément à l'article 120 du Règlement de l'Assemblée, les commissions peuvent étudier, de leur propre initiative, les projets de règlement ou les règlements du gouvernement, les orientations, les activités et la gestion administrative des ministères ou des organismes publics, les pétitions déposées à l'Assemblée ainsi que toute autre matière d'intérêt public. Ces mandats doivent être adoptés à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire.

Des 84 mandats réalisés en 2022-2023, 69 % (58 mandats) ont été confiés par l'Assemblée (**tableau 4**). Comme précisé dans l'encadré ci-haut, nous retrouvons notamment dans cette catégorie l'étude des projets de loi, sous la forme de consultations publiques et d'études détaillées. Les mandats confiés par l'Assemblée ont également occupé la majorité du temps passé en commission parlementaire si l'on considère le nombre de séances (69,1 %; **tableau 5**) et d'heures (89,1 %; **tableau 6**).

Parmi l'ensemble des commissions, la CFP a réalisé le plus de mandats au total, tous types confondus, avec 14 mandats. Elle est suivie de la CAT, de la CI et de la CSSS, qui ont toutes réalisé 11 mandats.

Tableau 04**Nombre de mandats selon les types de mandats, par commission[†]**

Commissions	Types de mandats				Total*	%
	Confiés par l'Assemblée	Prévus au Règlement	Conférés par une loi	Initiative		
CAN	0	1	0	0	1	1,2
CAP	0	3 [§]	0	0	3	3,6
CAPERNE	6	3	0	0	9	10,7
CAT	8	3	0	0	11	13,1
CCE	5	2	0	1	8	9,5
CET	3	1	0	0	4	4,8
CFP	10*	3	1*	0	14	16,7
CI	9	2	0	0	11	13,1
CRC	4	1	0	0	5	6
CSSS	9	2	0	0	11	13,1
CTE	4*	2	1*	0	7	8,3
Total	58	23	2	1	84	100
%	69	27,4	2,4	1,2	100	

[†] Ce tableau présente le nombre de mandats pour lesquels au moins une séance publique ou une séance de travail a été tenue au cours de la période. Le mandat peut avoir commencé au cours de l'année précédente ou ne pas être terminé au 31 mars 2023.

* Dans le cas où une commission réalise un « double ou un triple mandat », le mandat sera comptabilisé à deux ou trois reprises. En 2022-2023, l'Assemblée a ordonné à la CFP et à la CTE d'exécuter un mandat déjà conféré par une loi (voir Annexe II). Ces mandats sont ainsi comptabilisés à la fois sous « Mandats confiés par l'Assemblée » et sous « Mandats conférés par une loi ». À noter toutefois que le nombre de séances et d'heures n'est calculé que dans la catégorie « Mandats confiés par l'Assemblée » (tableaux 5 et 6).

[§] En 2022-2023, la CAP a réalisé un « mandat double » parmi ceux prévus à l'article 117.6 du Règlement (voir Annexe II). Ce mandat est ainsi comptabilisé deux fois. À noter toutefois que le nombre de séances et d'heures n'est calculé qu'une fois dans les tableaux 5 et 6.

Tableau 05
Nombre de séances selon les types de mandats, par commission

Commissions	Types de mandats					Total	%
	Confiés par l'Assemblée	Prévus au Règlement	Conférés par une loi	Initiative	Organisation générale*		
CAN	0	1	0	0	0	1	0,4
CAP	0	4	0	0	4	8	3,5
CAPERNE	9	3	0	0	3	15	6,5
CAT	14	3	0	0	4	21	9,1
CCE	19	2	0	8	5	34	14,8
CET	8	1	0	0	2	11	4,8
CFP	28	3	0	0	1	32	13,9
CI	25	2	0	0	5	32	13,9
CRC	17	1	0	0	4	22	9,6
CSSS	27	2	0	0	5	34	14,8
CTE	12	2	0	0	6	20	8,7
Total	159	24	0	8	39	230	100
%	69,1	10,4	0	3,5	17	100	

* La catégorie « Organisation générale » inclut les séances de travail d'organisation générale des travaux des commissions, ainsi que celles concernant l'organisation de plus d'un mandat ou encore celles portant sur la possibilité de se saisir d'un nouveau mandat. Les séances de travail tenues dans le cadre d'un mandat spécifique ont été comptées sous le type de mandats approprié.

Tableau 06
Nombre d'heures selon les types de mandats, par commission

Commissions	Types de mandats					Total	%
	Confiés par l'Assemblée	Prévus au Règlement	Conférés par une loi	Initiative	Organisation générale*		
CAN	0:00	0:06	0:00	0:00	0:00	0:06	0
CAP	0:00	2:55	0:00	0:00	5:00	7:55	1,3
CAPERNE	28:07	4:00	0:00	0:00	1:36	33:43	5,5
CAT	31:56	4:03	0:00	0:00	1:47	37:46	6,1
CCE	62:16	2:03	0:00	15:49	2:31	82:39	13,4
CET	32:24	0:02	0:00	0:00	1:16	33:42	5,5
CFP	100:50	9:51	0:00	0:00	1:03	111:44	18,1
CI	93:37	2:03	0:00	0:00	1:44	97:24	15,8
CRC	63:00	0:05	0:00	0:00	2:11	65:16	10,6
CSSS	100:56	2:02	0:00	0:00	2:25	105:23	17,1
CTE	35:47	2:00	0:00	0:00	2:43	40:30	6,6
Total	548:53	29:10	00:00	15:49	22:16	616:08	100
%	89,1	4,7	0,0	2,6	3,6	100	

* La catégorie « Organisation générale » inclut les séances de travail d'organisation générale des travaux des commissions, ainsi que celles concernant l'organisation de plus d'un mandat ou encore celles portant sur la possibilité de se saisir d'un nouveau mandat. Les séances de travail tenues dans le cadre d'un mandat spécifique ont été comptées sous le type de mandats approprié.

Tableau 07

Nombre de mandats, de séances et d'heures consacrés aux différents types d'activités[†]

Activités	Mandats	%	Séances	%	Heures	%
Mandats confiés par l'Assemblée						
Projets de loi publics	39	46,4	107	46,5	399:58	64,9
Projets de loi d'intérêt privé	8	9,5	10	4,3	6:09	1
Crédits budgétaires	9	10,7	33	14,3	116:51	19
Étude de toute autre matière	2	2,4	9	3,9	25:55	4,2
Mandats prévus au Règlement						
Élections à la présidence et à la vice-présidence	10	12	10	4,3	0:32	0,1
Interpellations	8	9,5	8	3,5	15:54	2,6
Autres	5	6,0	6	2,6	12:44	2,1
Mandats conférés par une loi						
	2 [§]	2,4 [§]	0 [§]	0 [§]	0:00 [§]	0 [§]
Mandats d'initiative						
Étude de règlements	0	0	0	0	0:00	0
Surveillance d'organismes et reddition de comptes	0	0	0	0	0:00	0
Étude de pétitions	0	0	0	0	0:00	0
Étude de toute autre matière d'intérêt public	1	1,2	8	3,5	15:49	2,6
Organisation générale*						
	-	-	39	17	22:16	3,6
Total	84	100	230	100	616:08	100

[†] La ventilation par commission du nombre de mandats, de séances et d'heures consacrées aux différents types d'activités se retrouve dans les **tableaux 20 à 22** à l'Annexe I.

* La catégorie « Organisation générale » inclut les séances de travail d'organisation générale des travaux des commissions, ainsi que celles concernant l'organisation de plus d'un mandat ou encore celles portant sur la possibilité de se saisir d'un nouveau mandat. Les séances de travail tenues dans le cadre d'un mandat spécifique ont été comptées sous le type de mandats et d'activités approprié.

[§] Dans le cas où une commission réalise un « double ou un triple mandat », le mandat sera comptabilisé à deux ou trois reprises. En 2022-2023, l'Assemblée a ordonné à la CFP et à la CTE d'exécuter un mandat déjà conféré par une loi (voir Annexe II). Ces mandats sont ainsi comptabilisés à la fois sous « Mandats confiés par l'Assemblée » et sous « Mandats conférés par une loi ». À noter toutefois que le nombre de séances et d'heures n'est calculé que dans la catégorie « Mandats confiés par l'Assemblée ».

L'étude des projets de loi, catégorie qui regroupe tant les consultations publiques que les études détaillées, est l'activité qui a occupé le plus les commissions au cours de l'année 2022-2023. L'étude des projets de loi publics, en particulier, a généré 107 séances et près de

400 heures de travaux, ce qui représente respectivement 46,5 % et 64,9 % de l'ensemble des séances et des heures effectuées par les commissions (**tableau 7**).

Parmi les autres mandats confiés par l'Assemblée, l'étude des crédits budgétaires³, qui s'est déroulée du 26 avril au 5 mai 2022, a duré près de 117 heures. Il s'agissait du troisième exercice consécutif pour lequel le temps consacré à ce mandat était réduit, le temps prévu pour ce mandat étant habituellement de 200 heures en vertu du Règlement de l'Assemblée nationale. Selon ce format écourté, les députés de l'opposition ont questionné les ministres sur la gestion de leur portefeuille ministériel durant une centaine d'heures, alors que les députés du gouvernement disposaient d'une vingtaine d'heures pour en faire de même. En outre, deux commissions se sont vu confier des mandats de consultations particulières par l'Assemblée, mandats également conférés par une loi. D'abord, la CTE a tenu, en février 2023, des consultations particulières et des auditions publiques sur le projet de Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028, qui avait été déposé à l'Assemblée en décembre 2022. Ce mandat est également prévu en vertu de la Loi sur le développement durable. La CFP a tenu, également en février 2023, des consultations particulières et des auditions publiques sur le document de consultation sur le régime de rentes du Québec intitulé Un régime adapté aux défis du 21^e siècle, qui avait aussi été déposé à l'Assemblée en décembre 2022. Ce mandat est quant à lui prévu par la Loi sur le régime de rentes du Québec.

Du côté des mandats prévus au Règlement de l'Assemblée, huit interpellations⁴ ont eu lieu dans les commissions. De plus, au début de la 43^e législature, soit le 6 décembre 2023, les commissions parlementaires, excepté la CAN, ont procédé à l'élection de leur présidence et vice-présidence. La catégorie «Autres», quant à elle, regroupe la formation des commissions parlementaires et l'adoption de la liste des présidents de séance à la CAN, deux mandats de poursuite du débat sur le discours du budget (un en 2022 et un en 2023), réalisés à la CFP, ainsi que le double mandat de reddition de comptes de la CAP effectués en vertu de l'article 117.6 du Règlement.

Enfin, la CCE a débuté en 2022-2023 un mandat d'initiative portant sur les révélations de violence lors des initiations dans le milieu du hockey junior et la possible situation dans d'autres sports.

Durant l'année 2022-2023, les commissions n'ont tenu aucune séance «hors période» (**tableau 8**), c'est-à-dire en dehors des périodes de travaux réguliers et intensifs de l'Assemblée prévues au calendrier parlementaire. En dehors de ces périodes, les commissions peuvent effectuer des mandats même si l'Assemblée ne se réunit pas.

³ Les crédits budgétaires correspondent aux sommes d'argent attribuées à chaque ministère ou organisme du gouvernement pour leur fonctionnement annuel. L'étude des crédits budgétaires en commission parlementaire débute au plus tôt 15 jours après le dépôt des crédits à l'Assemblée. Les membres des commissions examinent les crédits des ministères et des organismes publics en posant des questions au ministre responsable qui est accompagné de ses principaux fonctionnaires.

⁴ L'interpellation est un débat tenu entre un ou une membre de l'opposition et un ou une ministre sur une question d'actualité ou d'intérêt général. Elle a lieu le vendredi, de 10 heures à midi, à la salle de l'Assemblée nationale, pendant la plupart des semaines où l'Assemblée siège.

Tableau 08

Nombre de séances et d'heures en période et hors période, par commission[†]

Commissions	Séances		Heures	
	Période	Hors période*	Période	Hors période*
CAN	1	0	0:06	0:00
CAP	8	0	7:55	0:00
CAPERIN	15	0	33:43	0:00
CAT	21	0	37:46	0:00
CCE	34	0	82:39	0:00
CET	11	0	33:42	0:00
CFP	32	0	111:44	0:00
CI	32	0	97:24	0:00
CRC	22	0	65:16	0:00
CSSS	34	0	105:23	0:00
CTE	20	0	40:30	0:00
Total	230	0	616:08	0:00

[†] Les chiffres présentés dans ce tableau regroupent à la fois les séances publiques et les séances de travail, mais n'incluent pas les réunions des comités directeurs des commissions.

* La catégorie « Hors période » réfère aux séances des commissions tenues en dehors des périodes de travaux réguliers et intensifs prévues au calendrier parlementaire. Au cours d'une année, cette situation survient généralement à deux moments : entre la mi-juin et la mi-septembre ainsi qu'entre la mi-décembre et début février.

Séances virtuelles

En 2020-2021, dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, l'Assemblée nationale a tenu les premières séances des commissions parlementaires complètement virtuelles⁵ de son histoire.

En 2022-2023, de telles séances ont été tenues à la CAP. Puisque le Règlement de l'Assemblée ne permet pas la tenue de telles séances, l'adoption d'une motion par l'Assemblée nationale en mars 2022 a permis cette mesure pour les séances de la 42^e législature comprises dans l'année 2022-2023. Les principaux éléments contenus dans cette motion concernant la possibilité de tenir des séances virtuelles à la CAP ont ensuite été repris dans l'Entente relative à la notion de groupe parlementaire, au fonctionnement de l'Assemblée et des commissions parlementaires, aux aspects budgétaires et à d'autres mesures favorisant la conciliation travail-famille, s'appliquant pour l'ensemble de la 43^e législature.

Durant l'ensemble de l'année 2022-2023, parmi les 230 séances tenues au total par les commissions parlementaires (tableau 1), 4 séances ont ainsi été tenues en mode complètement virtuel (près de 5 heures), toutes des séances de travail à la CAP (tableau 9). À noter que l'Entente prévoit également que les députés peuvent siéger en mode hybride ou entièrement

⁵ C'est-à-dire que les membres de la Commission, ainsi que les témoins dans le cadre de consultations ou d'auditions, participaient à la séance par le moyen de la visioconférence.

en virtuel lors des consultations et auditions publiques qui ont lieu dans les commissions parlementaires sectorielles en dehors des périodes de travaux réguliers et intensifs de l'Assemblée prévues au calendrier parlementaire, sous réserve du consentement unanime des membres de la commission. Aucune séance de ce type n'a eu lieu au cours de l'année 2022-2023.

Tableau 09

Nombre de séances et d'heures de séances en mode complètement virtuel selon les types de séances, par commission

Commissions	Séances		Heures	
	Publiques	Travail*	Publiques	Travail*
CAN	0	0	0:00	0:00
CAP	0	4	0:00	4:36
CAPERIN	0	0	0:00	0:00
CAT	0	0	0:00	0:00
CCE	0	0	0:00	0:00
CET	0	0	0:00	0:00
CFP	0	0	0:00	0:00
CI	0	0	0:00	0:00
CRC	0	0	0:00	0:00
CSSS	0	0	0:00	0:00
CTE	0	0	0:00	0:00
Total	0	4	0:00	4:36

* La catégorie « Travail » inclut toutes les séances de travail virtuelles et ne comprend pas les réunions virtuelles des comités directeurs des commissions (voir le [tableau 10](#)).

Au cours de l'année 2022-2023, parmi les 9 réunions tenues par un comité directeur ([tableau 3](#)), 2 réunions ont été réalisées de façon virtuelle ([tableau 10](#)). Ces réunions virtuelles ont été tenues par le comité directeur de la CAPERIN et celui de la CAT.

Tableau 10

Nombre de réunions de comités directeurs et nombre d'heures en mode complètement virtuel, par commission

Commissions	Réunions	Heures
CAN	0	0:00
CAP	0	0:00
CAPERNE	1	0:31
CAT	1	0:13
CCE	0	0:00
CET	0	0:00
CFP	0	0:00
CI	0	0:00
CRC	0	0:00
CSSS	0	0:00
CTE	0	0:00
Total	2	0:44

Étude des projets de loi⁶

Qu'ils soient publics ou d'intérêt privé, les projets de loi présentés à l'Assemblée sont majoritairement étudiés en commission parlementaire, mais ils peuvent également être étudiés à l'Assemblée en commission plénière⁷. En 2022-2023, 29 projets de loi publics et huit projets de loi d'intérêt privé ont fait l'objet d'une étude détaillée (**figure 2**), que ce soit en commission parlementaire ou en commission plénière. L'étude détaillée a été complétée en commission parlementaire pour 24⁸ des projets de loi publics et les huit projets de loi d'intérêt privé, alors que l'étude détaillée d'un seul projet de loi public était toujours en cours au 31 mars 2023 en commission parlementaire (soit le projet de loi n° 10, Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux à la CSSS). Les projets de loi d'intérêt privé ont été étudiés à la CAT, à la CCE et à la CTE.

Deux types de projets de loi :

Publics : Les projets de loi publics sont d'application générale, en ce sens qu'ils s'appliquent à l'ensemble de la collectivité ou à une très grande partie de celle-ci. Au cours de l'étude détaillée de projets de loi publics, la commission prend en considération chaque article du projet de loi, en y apportant les amendements qu'elle juge nécessaires. Avant d'entreprendre l'étude détaillée, la commission peut tenir des consultations publiques. Lorsque la commission a terminé l'étude détaillée d'un projet de loi, elle dépose, par l'entremise de son président, son rapport à l'Assemblée, où se poursuivent les autres étapes menant à l'adoption du projet de loi.

D'intérêt privé : À la différence d'un projet de loi public, un projet de loi d'intérêt privé concerne des intérêts particuliers ou locaux et il vise à obtenir pour un individu, une corporation ou une municipalité des droits ou des privilèges exclusifs ou qui lui sont propres. En général, l'étude détaillée d'un projet de loi d'intérêt privé s'amorce par une audition publique. Les requérants ou requérantes et toutes les personnes intéressées qui ont demandé à intervenir sur le projet de loi sont alors convoqués par la commission. L'audition et l'étude détaillée, qui se déroule comme celle d'un projet de loi public, ont généralement lieu au cours d'une même séance. Le rapport de la commission est ensuite déposé à l'Assemblée, par l'entremise de son président, où se poursuivent les autres étapes menant à l'adoption du projet de loi.

⁶ Aucune donnée n'est présentée dans cette section pour la CAN et pour la CAP, puisque ces commissions n'étudient pas de projets de loi.

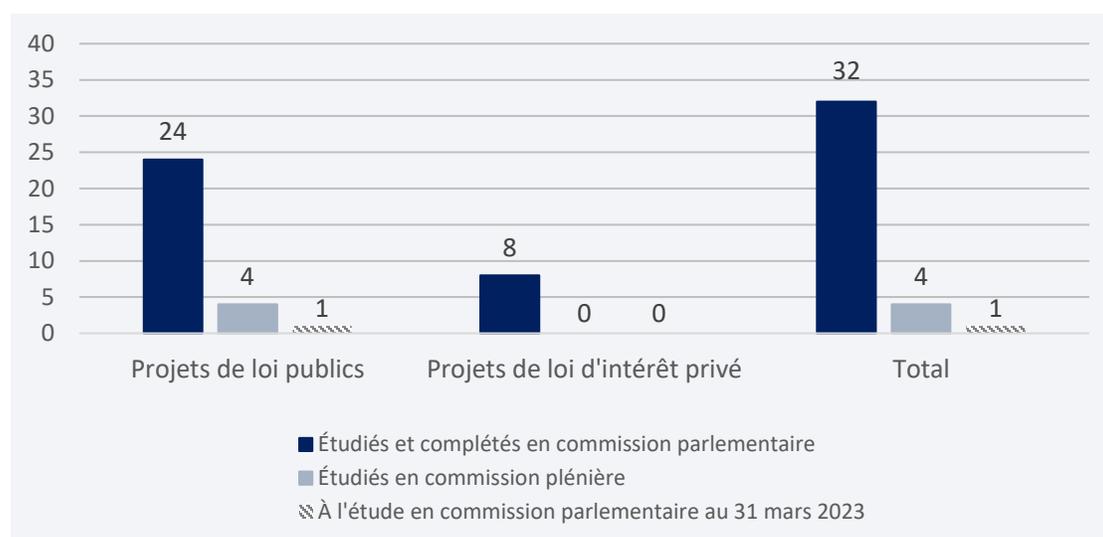
⁷ Commission formée théoriquement de l'ensemble des parlementaires, siégeant selon des règles plus souples que l'Assemblée. La commission plénière est présidée par un vice-président de l'Assemblée.

⁸ À noter que l'étude détaillée du projet de loi n° 38, *Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives*, n'était pas complétée au moment de la dissolution de l'Assemblée en août 2022 qui y a mis fin.

Au cours de l'année 2022-2023, aucune étude détaillée de projet de loi public n'a été commencée en commission parlementaire puis complétée en commission plénière. Quatre projets de loi publics ont, pour leur part, été étudiés en totalité en commission plénière. Il s'agit du projet de loi n° 1, Loi limitant l'indexation de plusieurs tarifs gouvernementaux, du projet de loi n° 4, Loi visant à reconnaître le serment prévu par la Loi sur l'Assemblée nationale comme seul serment obligatoire pour y siéger, du projet de loi n° 5, Loi entérinant l'Entente relative à la notion de groupe parlementaire, au fonctionnement de l'Assemblée et des commissions parlementaires, aux aspects budgétaires et à d'autres mesures favorisant la conciliation travail-famille, ainsi que du projet de loi n° 998, Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'instituer le commissaire au respect.

Figure 02

Nombre de projets de loi ayant fait l'objet d'une étude détaillée en commission parlementaire et en commission plénière



Comme mentionné précédemment, l'étude des projets de loi publics, incluant les consultations publiques et les études détaillées, en particulier ceux du gouvernement, représente une part importante des travaux des commissions. En 2022-2023, les commissions ont consacré 107 séances et près de 400 heures à l'étude de 27 projets de loi publics⁹. De ce compte, 76 séances et plus de 277 heures ont été dédiées à l'étude détaillée de ces projets de loi, alors que 31 séances et près de 123 heures ont été consacrées aux consultations particulières précédant généralement l'étude détaillée (**tableau 11**). À titre de comparaison, dix séances et environ six heures ont permis aux commissions d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée de huit projets de loi d'intérêt privé.

La CI et la CSSS sont celles qui ont tenu des consultations sur le plus grand nombre de projets de loi publics, soit trois chacune (**tableau 11**). Il s'agit toutefois de la CRC qui a dédié le plus de séances à des consultations (9) ainsi que le plus d'heures (34 heures). Plusieurs séances à la CRC

⁹ De ce compte, 12 projets de loi ont fait l'objet, en 2022-2023, de consultations particulières et d'une étude détaillée, 2 projets de loi ont fait l'objet de consultations particulières seulement et 13 projets de loi ont fait l'objet d'une étude détaillée seulement.

ont notamment été consacrées aux consultations particulières sur le projet de loi n° 11, *Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives*.

En 2022-2023, la CFP a procédé à l'étude détaillée du plus grand nombre de projets de loi publics, soit 6 projets de loi (**tableau 11**). C'est toutefois la CSSS qui a consacré le plus de séances et de temps à ce type de mandat, c'est-à-dire 18 séances et près de 65 heures, notamment pour le projet de loi n° 15, *Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives*.

Tableau 11

Nombre de projets de loi, de séances et d'heures consacrées à l'étude des projets de loi publics selon le type de mandats, par commission[†]

Commissions	Consultations générales			Consultations particulières			Étude détaillée		
	Projets de loi	Séances	Heures	Projets de loi	Séances	Heures	Projets de loi	Séances	Heures
CAPERN	-	-	-	2	3	8:05	3	4	12:51
CAT	-	-	-	1	1	7:02	1	3	11:14
CCE	-	-	-	0	0	0:00	2	13	47:57
CET	-	-	-	1	1	7:00	1	2	8:20
CFP	-	-	-	2	5	17:16	6	16	58:05
CI	-	-	-	3	6	22:18	5	14	52:45
CRC	-	-	-	2	9	34:25	1	3	10:23
CSSS	-	-	-	3	6	26:35	5	18	64:57
CTE	-	-	-	0	0	0:00	1	3	10:45
Total	-	-	-	14*	31	122:41	25*	76	277:17

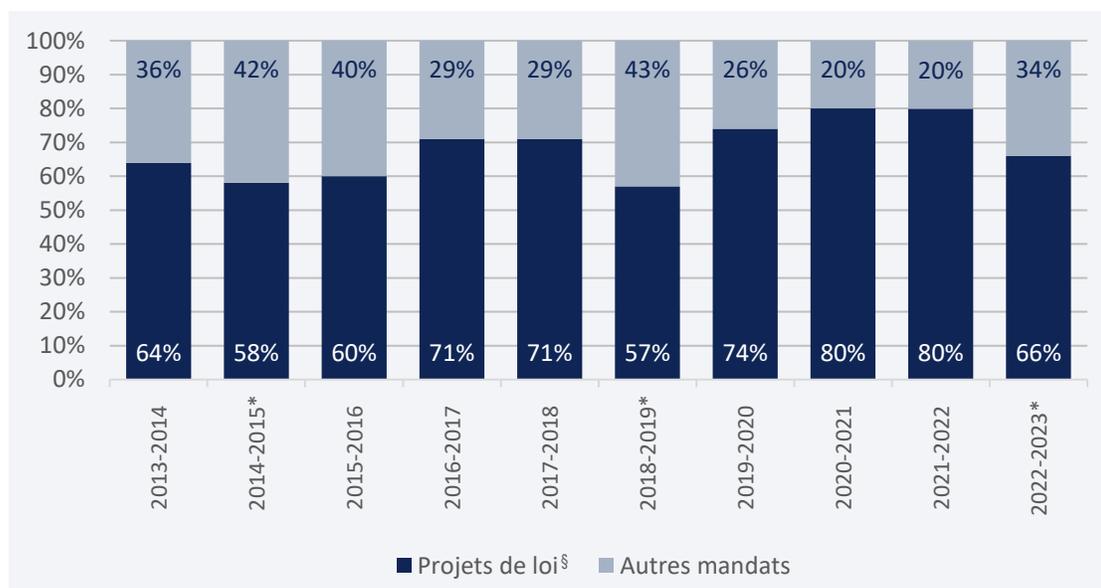
[†] Ce tableau n'inclut pas les projets de loi publics dont l'étude s'est déroulée exclusivement en commission plénière ni les projets de loi d'intérêt privé.

* Parmi les 27 projets de loi publics étudiés en commission en 2022-2023, 12 projets de loi ont fait l'objet, en 2022-2023, de consultations particulières et d'une étude détaillée, 2 projets de loi ont fait l'objet de consultations particulières seulement et 13 projets de loi ont fait l'objet d'une étude détaillée seulement.

Après deux années consécutives avec une proportion des heures consacrées à l'étude des projets de loi publics et d'intérêt privé (consultations publiques et étude détaillée) à 80 %, un sommet de la dernière décennie, l'année 2022-2023 voit cette proportion diminuer à 66 % (**figure 3**). Cette proportion demeure tout de même plus élevée que celle des deux dernières années électorales de 2014-2015 (58 %) et 2018-2019 (57 %).

Figure 03

Pourcentage des heures consacrées à l'étude des projets de loi et à d'autres mandats en commission parlementaire, par année



* Années d'élections générales

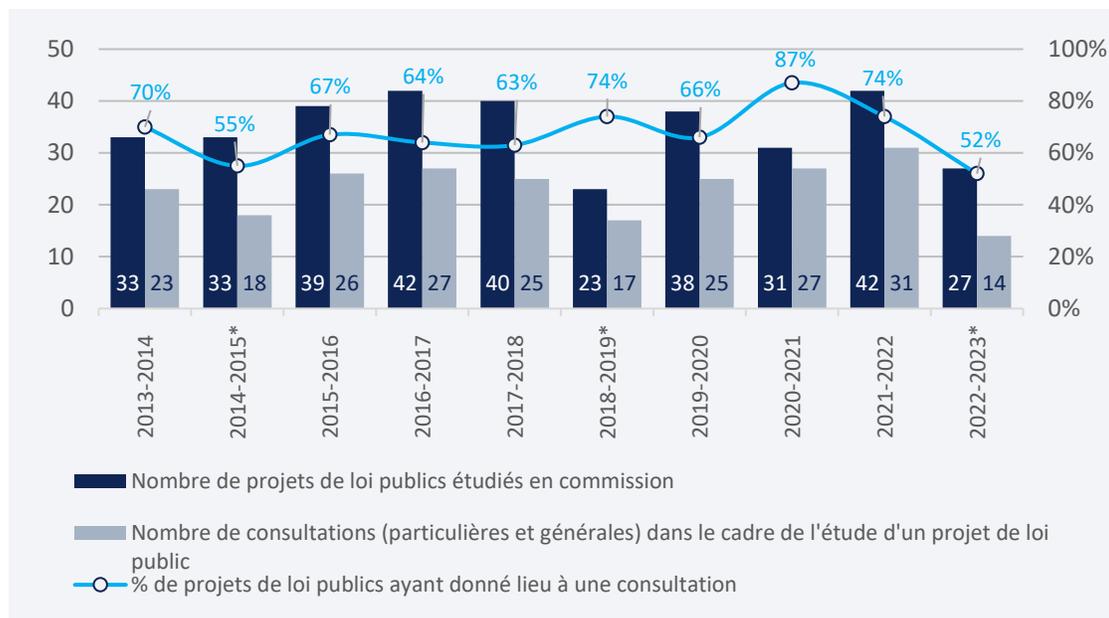
[§] La catégorie « Projets de loi » inclut les heures consacrées à l'étude des projets de loi publics (consultations et étude détaillée), ainsi qu'à l'étude des projets de loi d'intérêt privé.

En 2022-2023, 52 % des projets de loi publics étudiés en commission ont donné lieu à une consultation (**figure 4**). Cette proportion se situe sous la moyenne depuis 2013-2014, qui est de 67 %.

Cependant, notons qu'il faut interpréter avec prudence les données de la **figure 4**. En effet, le nombre de consultations dans le cadre de l'étude de projets de loi publics présenté dans la figure inclut celles de projets de loi pour lesquels l'étude détaillée n'avait pas encore débuté en date du 31 mars 2023. De plus, le nombre de projets de loi publics étudiés en commission présenté dans la figure inclut ceux dont les consultations particulières ont eu lieu lors de l'année financière précédente, mais dont l'étude détaillée s'est déroulée, en tout ou en partie, en 2022-2023.

Figure 04

Nombre de consultations particulières et générales reliées à un projet de loi public, par année



* Années d'élections générales

Enfin, lors de l'étude détaillée en commission parlementaire des 25 projets de loi publics et des 8 projets de loi d'intérêt privé, un total de 2 425 articles ont été examinés (**tableau 12**). Lors de cette étape du processus législatif, les membres de la commission peuvent également proposer des amendements au projet de loi afin de le modifier. Au total, 722 amendements et sous-amendements ont été proposés, dont 593, soit environ 82 %, ont été adoptés. La majorité des amendements qui ont été adoptés ont été proposés par les ministres afin de bonifier leur projet de loi.

À noter que l'ensemble des amendements et sous-amendements sont désormais majoritairement étudiés en format électronique par les parlementaires.

Tableau 12

Nombre de projets de loi, d'articles et d'amendements étudiés en commission[†]

Type	Projets de loi	Articles	Amendement et sous-amendements	
			Proposés	Adoptés
Projets de loi publics	25	2 395	719	590
Projets de loi d'intérêt privé	8	30	3	3
Total	33	2 425	722	593

[†] Ce tableau présente le nombre total d'articles contenus dans l'ensemble des projets de loi ayant fait l'objet d'une étude détaillée en commission parlementaire, peu importe si l'étude a été complétée ou non. À noter que les projets de loi étudiés en commission plénière sont exclus de ce tableau.

Consultations et auditions¹⁰

Les consultations sur invitation (consultations particulières¹¹) ou celles s’adressant à l’ensemble de la population (consultations générales¹²) sont des moyens privilégiés pour les personnes et les organismes de faire connaître leur opinion et pour les membres des commissions d’être mieux informés sur les sujets étudiés. Les commissions peuvent également entendre en audition le Vérificateur général du Québec, le Protecteur du citoyen et Élections Québec dans le cadre de mandats prévus au Règlement ou les ministères et les organismes publics dans le cadre de mandats portant sur leur gestion administrative et leur reddition de comptes.

En 2022-2023, les commissions ont exécuté 29 mandats comportant des consultations ou d’autres types d’auditions (**tableau 13**). La majorité de ces mandats incluaient des consultations particulières (19 mandats sur les 29), surtout dans le cadre de l’étude de projets de loi. Les consultations et auditions publiques ont généré un total de 53 séances (**tableau 14**), dont 42 pour la tenue de consultations particulières, et de plus de 167 heures (**tableau 15**). La CRC est la commission ayant tenu le plus de séances et d’heures de consultations et d’auditions, avec 9 séances et plus de 34 heures.

En plus des consultations particulières sur les projets de loi publics (14 des 19¹³ mandats de consultations), la CTE a mené, comme mentionné précédemment, des consultations particulières et des auditions publiques sur le projet de Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028. La CFP a aussi mené des consultations particulières et des auditions publiques sur le document de consultation sur le régime de rentes du Québec intitulé *Un régime adapté aux défis du 21^e siècle*. Enfin, la CCE a tenu des consultations particulières et des auditions publiques dans le cadre de son mandat d’initiative portant sur les révélations de violence lors des initiations dans le milieu du hockey junior et la possible situation dans d’autres sports.

Du côté des « Autres auditions », en plus des auditions des intéressés réalisées dans le cadre de l’étude de projet de loi d’intérêt privé (5 à la CAT, 2 à la CCE et 1 à la CTE), on compte celle réalisée à la CAP dans le cadre d’un mandat de reddition de comptes. À noter que cette dernière a eu lieu à la CAP en séance de travail.

Il n’y a eu aucune consultation générale en 2022-2023.

¹⁰ Aucune donnée n’est présentée dans cette section pour la CAN puisque cette commission n’a pas réalisé d’audition en 2022-2023.

¹¹ Les consultations particulières visent à entendre, lors d’auditions publiques, des personnes ou des organismes choisis par la commission ou par l’Assemblée nationale en raison de leur connaissance de la question étudiée ou de leur expertise en la matière.

¹² Une consultation générale s’adresse à l’ensemble de la population. Elle est obligatoirement précédée d’un avis public publié dans les principaux quotidiens et dans la Gazette officielle du Québec afin d’inviter les personnes et les organismes intéressés par le sujet étudié à soumettre un mémoire à la commission. Les personnes peuvent aussi adresser une demande d’intervention sans transmettre de mémoire. Par la suite, la commission choisit les personnes et les organismes qu’elle souhaite entendre et tient des auditions publiques.

¹³ Deux mandats étaient des mandats doubles (mandats confiés par l’Assemblée et mandats conférés par une loi). Un total de 17 consultations a donc été réellement réalisé.

Tableau 13

Nombre de mandats dans le cadre desquels il y a eu des consultations et d'autres types d'auditions, par commission[†]

Commissions	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions*	Total	%
CAP	0	0	2 [§]	2	6,9
CAPERL	2	0	0	2	6,9
CAT	1	0	5	6	20,7
CCE	1	0	2	3	10,3
CET	1	0	0	1	3,4
CFP	4 [¥]	0	0	4	13,8
CI	3	0	0	3	10,3
CRC	2	0	0	2	6,9
CSSS	3	0	0	3	10,3
CTE	2 [¥]	0	1	3	10,3
Total	19	0	10	29	100
%	65,5	0	34,5	100	

[†] Les consultations et les auditions présentées dans ce tableau peuvent constituer un mandat en soi ou ne représenter qu'une étape d'un mandat plus large. De plus, les auditions peuvent se tenir dans le cadre d'une séance publique ou dans le cadre d'une séance de travail (privée).

* La catégorie « Autres auditions » comprend notamment les mandats d'étude des projets de loi d'intérêt privé où la commission entend les personnes intéressées à intervenir sur le projet de loi ainsi que les mandats de la Commission de l'administration publique.

[§] En 2022-2023, la CAP a réalisé un « mandat double » parmi ceux prévus à l'article 117.6 du Règlement (voir Annexe II). Ce mandat est ainsi comptabilisé deux fois. À noter toutefois que le nombre de séances et d'heures n'est calculé qu'une fois dans les **tableaux 14 et 15**.

[¥] En 2022-2023, la CFP et la CTE ont chacune réalisé un « mandat double » (mandat confié par l'Assemblée et mandat conféré par une loi) (voir Annexe II). Ces mandats sont ainsi comptabilisés deux fois. À noter toutefois que le nombre de séances et d'heures n'est calculé qu'une fois dans les **tableaux 14 et 15**.

Tableau 14

Nombre de séances consacrées à des consultations et à d'autres types d'auditions, par commission

Commissions	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions*	Total	%
CAP	0	0	1	1	1,9
CAPER	3	0	0	3	5,7
CAT	1	0	7	8	15,1
CCE	4	0	2	6	11,3
CET	1	0	0	1	1,9
CFP	8	0	0	8	15,1
CI	6	0	0	6	11,3
CRC	9	0	0	9	17
CSSS	6	0	0	6	11,3
CTE	4	0	1	5	9,4
Total	42	0	11	53	100
%	79,2	0	20,8	100	

* La catégorie « Autres auditions » comprend notamment les mandats d'étude des projets de loi d'intérêt privé où la commission entend les personnes intéressées à intervenir sur le projet de loi ainsi que les mandats de la Commission de l'administration publique.

Tableau 15

Nombre d'heures consacrées à des consultations et à d'autres types d'auditions, par commission

Commissions	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions*	Total	%
CAP	0:00	0:00	1:58	1:58	1,2
CAPER	8:05	0:00	0:00	8:05	4,8
CAT	7:02	0:00	4:34	11:36	6,9
CCE	12:23	0:00	1:03	13:26	8
CET	7:00	0:00	0:00	7:00	4,2
CFP	29:06	0:00	0:00	29:06	17,4
CI	22:18	0:00	0:00	22:18	13,3
CRC	34:25	0:00	0:00	34:25	20,6
CSSS	26:35	0:00	0:00	26:35	15,9
CTE	12:26	0:00	0:32	12:58	7,7
Total	159:20	0:00	8:07	167:27	100
%	95,2	0	4,8	100	

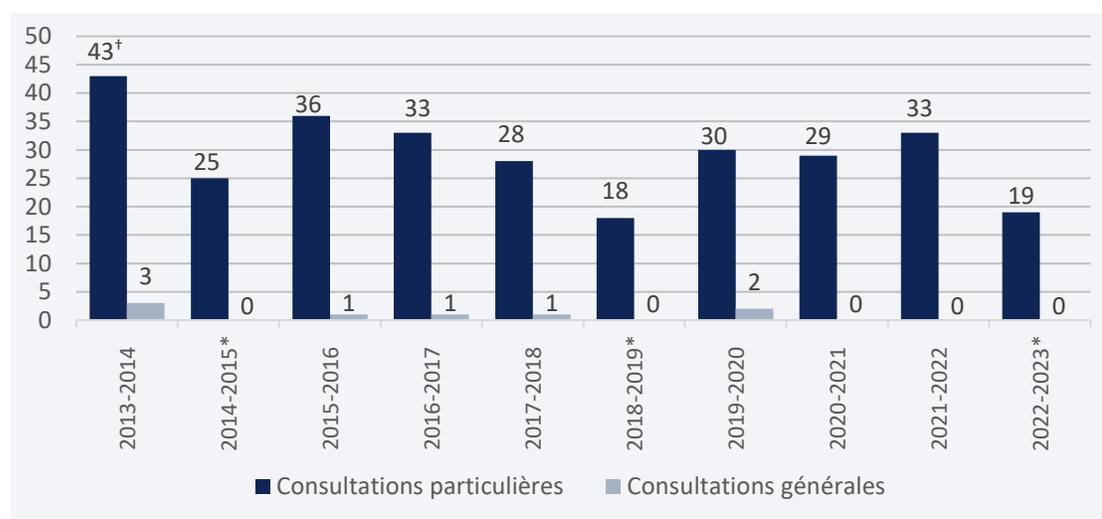
* La catégorie « Autres auditions » comprend notamment les mandats d'étude des projets de loi d'intérêt privé où la commission entend les personnes intéressées à intervenir sur le projet de loi ainsi que les mandats de la Commission de l'administration publique.

Depuis 2014-2015, des consultations particulières ont eu lieu dans le cadre d'environ 28 mandats par année en moyenne (**figure 5**). En 2022-2023, on remarque ainsi que le nombre de mandats dans lesquels des consultations particulières ont eu lieu (19) se situe en deçà de la moyenne des dernières années, tout comme lors des deux dernières années électorales (2014-2015 et 2018-2019). À noter que la valeur pour l'exercice 2013-2014 n'est présentée qu'à titre indicatif seulement puisque certaines auditions effectuées par les commissions sectorielles lors de ces années, notamment la reddition de comptes des ministères et organismes, étaient comptabilisées dans les consultations particulières. Cela influence donc à la hausse les données présentées pour l'année 2013-2014.

Depuis 2014-2015, peu de consultations générales ont été tenues par les commissions. En 2022-2023, pour une troisième année consécutive, aucun mandat n'a fait l'objet de telles consultations.

Figure 05

Nombre de mandats dans le cadre desquels il y a eu des consultations particulières et générales, par année



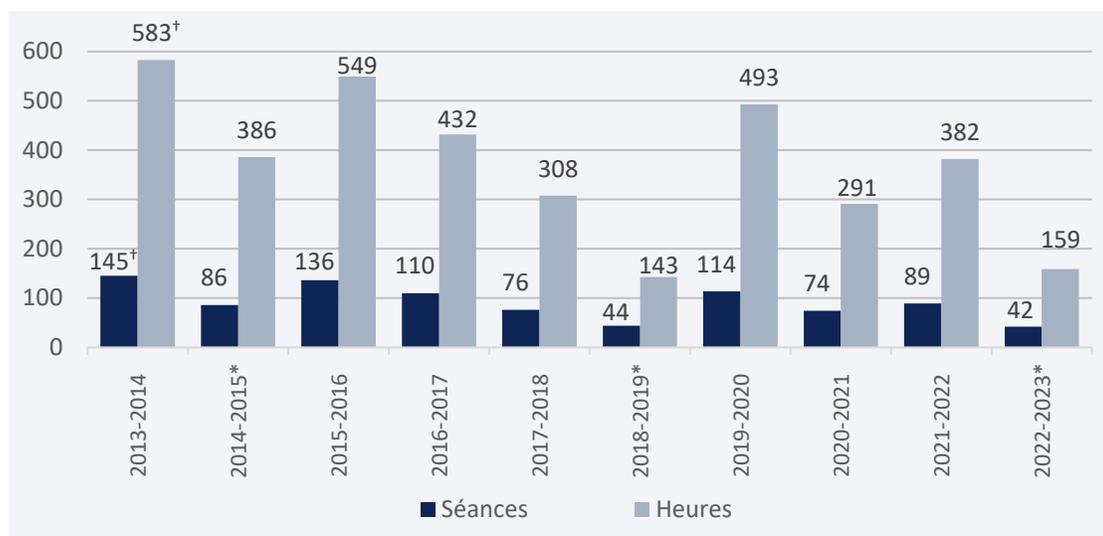
* Années d'élections générales

[†] Valeurs exclues du calcul de la moyenne des dernières années

Avec 42 séances et plus de 159 heures dédiées à des consultations particulières et générales, l'année 2022-2023 se situe sous la moyenne depuis 2014-2015 de 86 séances et de 349 heures, comme cela avait été le cas lors de la dernière année électorale en 2018-2019 (**figure 6**).

Figure 06

Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par année



* Années d'élections générales

[†] Valeurs exclues du calcul de la moyenne des dernières années

En 2022-2023, 260 témoins (175 organismes et 85 personnes) ont été entendus en commission, que ce soit en personne ou par le biais de la visioconférence¹⁴, dans le cadre de consultations particulières et d'auditions publiques (**tableau 16**). La CRC (53) et la CFP (52) ont entendu le plus de témoins au total. Notons que 45 témoins ont été entendus à la CRC dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi n° 11, *Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives*, et qu'il s'agit du plus grand nombre de témoins entendus dans une consultation particulière au cours de l'année.

Dans le cadre d'une consultation, les organismes et les personnes, qu'ils soient entendus ou non, sont invités à transmettre un mémoire afin d'exprimer leur point de vue sur le sujet faisant l'objet de la consultation par une commission parlementaire. En 2022-2023, 318 mémoires ont été reçus au total. La CFP a notamment reçu 82 mémoires dans le cadre des différentes consultations qu'elle a tenues. Cela en fait la commission ayant reçu le plus de mémoires, suivie de la CRC (77). Les consultations qui ont généré la réception du plus grand nombre de mémoires portaient sur le projet de loi n° 11, *Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives*, à la CRC (62 mémoires), sur le projet de loi n° 3, *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*, à la CFP (41 mémoires), ainsi que sur le document de consultation sur le régime de rentes du Québec intitulé *Un régime adapté aux défis du 21^e siècle* à la CFP (38 mémoires).

¹⁴ L'adoption d'une motion par l'Assemblée nationale en mars 2022 a permis cette mesure pour les séances de la 42^e législature comprises dans l'année 2022-2023. Les principaux éléments contenus dans cette motion concernant la possibilité d'entendre les témoins par visioconférence ont ensuite été repris dans l'*Entente relative à la notion de groupe parlementaire, au fonctionnement de l'Assemblée et des commissions parlementaires, aux aspects budgétaires et à d'autres mesures favorisant la conciliation travail-famille*, s'appliquant pour l'ensemble de la 43^e législature.

Tableau 16

Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus lors des consultations et des autres types d'auditions, par commission

Commissions	Consultations particulières		Consultations générales		Autres auditions	
	Témoins entendus*	Mémoires reçus	Témoins entendus*	Mémoires reçus	Témoins entendus*	Mémoires reçus [§]
CAP	0	0	0	0	1	0
CAPERN	13	14	0	0	0	0
CAT	10	12	0	0	8	0
CCE	18	6	0	0	2	0
CET	15	16	0	0	0	0
CFP	52	82	0	0	0	0
CI	33	43	0	0	0	0
CRC	53	77	0	0	0	0
CSSS	38	43	0	0	0	0
CTE	16	25	0	0	1	0
Total	248	318	0	0	12	0

* Nombre de personnes et d'organismes entendus, excluant les ministres. À noter qu'il ne s'agit pas de témoins tous distincts puisqu'une même personne ou un même organisme entendu dans le cadre de deux mandats différents sera compté deux fois.

[§] Généralement, des mémoires sont seulement reçus dans le cadre de consultations particulières ou d'une consultation générale. Toutefois, il arrive que des mémoires soient reçus dans d'autres types d'audition.

En moyenne, au cours des dix dernières années, les commissions ont entendu 493 personnes et organismes et elles ont reçu 655 mémoires annuellement (**figure 7**). En 2022-2023, les valeurs se situent donc en deçà de la moyenne décennale, avec 260 témoins entendus et 318 mémoires reçus, tout comme lors des deux dernières années électorales (2014-2015 et 2018-2019).

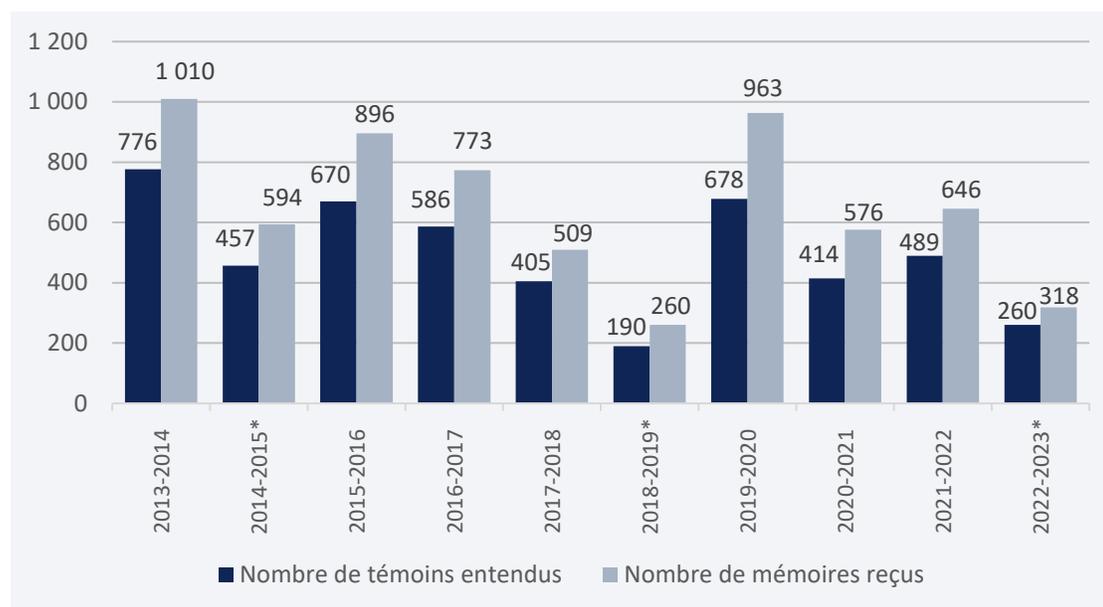
Trois années financières se distinguent par leur nombre plus élevé de mémoires reçus. En 2013-2014, le nombre élevé de mémoires reçus s'explique en partie par la tenue d'une consultation générale sur le projet de loi n° 60, Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement, durant laquelle 269 mémoires ont été reçus. En 2015-2016, 334 mémoires ont été transmis dans le cadre des consultations sur quatre projets de loi et d'un mandat autre de l'Assemblée. En 2019-2020, les consultations sur deux projets de loi et deux mandats d'initiative ont recueilli 319 mémoires.

Ainsi, bien que les mandats recueillant le plus de mémoires soient généralement ceux concernant l'étude de projets de loi publics, il arrive que d'autres mandats en attirent également un nombre élevé. Par exemple, en 2019-2020, dans le cadre de son mandat d'initiative sur « l'avenir des médias d'information », la CCE a reçu 87 mémoires, et, en 2021-

2022, la Commission spéciale sur l'évolution de la *Loi concernant les soins de fin de vie*¹⁵ en a reçu 75 pour ses consultations sur l'évolution de la *Loi concernant les soins de fin de vie*.

Figure 07

Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus, par année



* Années d'élections générales

¹⁵ Commission spéciale créée en vertu d'une motion adoptée le 31 mars 2021 par l'Assemblée nationale. Au cours de son mandat, la Commission a tenu des consultations particulières et des auditions publiques sur l'évolution de la *Loi concernant les soins de fin de vie* et a ensuite déposé son rapport le 8 décembre 2021. Ayant terminé son mandat, elle s'est dissoute.

Participation citoyenne en ligne

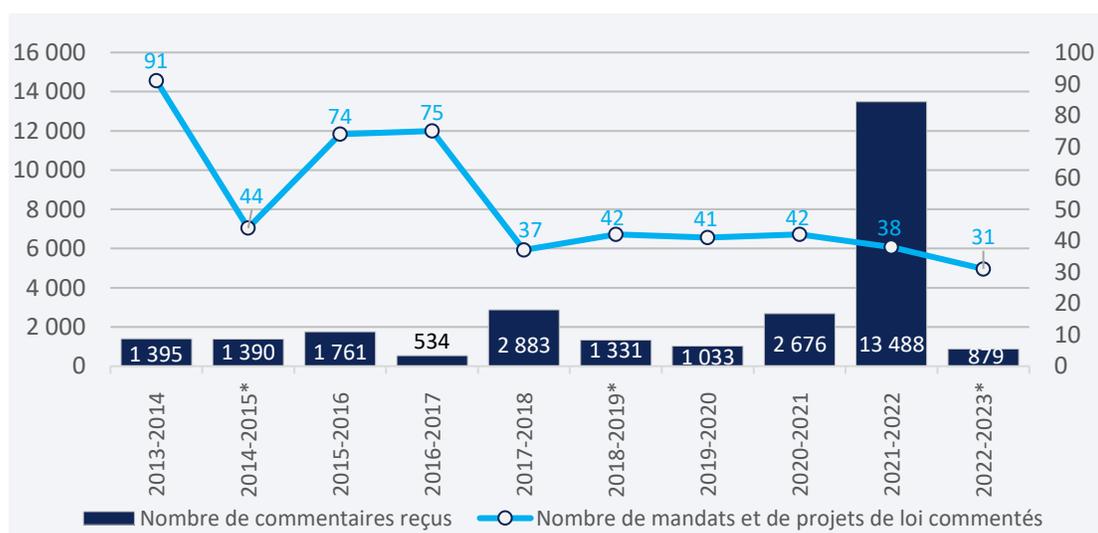
Le site Internet de l'Assemblée permet à toute personne qui le désire de formuler des commentaires sur la majorité des mandats des commissions, notamment sur les projets de loi. Ces commentaires sont mis à la disposition des membres de la commission qui étudient le projet de loi ou qui exécutent le mandat.

Au cours de la dernière année, 879 commentaires ont été reçus en lien avec 31 mandats et projets de loi (**figure 8**). Cette valeur se situe sous la moyenne décennale, qui est de 2 737 commentaires reçus annuellement.

À noter que, au cours des dix dernières années, il a été fréquent qu'un ou des mandats en particulier génèrent un nombre élevé de commentaires en ligne. Par exemple, en 2017-2018, 1 810 des 2 883 commentaires reçus concernaient le projet de loi n° 128, Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens, étudié à la CI. En 2021-2022, plus de 12 000 des 13 488 commentaires reçus portaient sur deux projets de loi, soit le projet de loi n° 2, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil, étudié à la CI, et le projet de loi n° 15, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives, étudié à la CSSS. En 2022-2023, 461 commentaires des 879 commentaires reçus concernaient le projet de loi n° 28, Loi visant à mettre fin à l'état d'urgence sanitaire, étudié à la CSSS.

Figure 08

Nombre de mandats des commissions commentés et nombre de commentaires en ligne reçus, par année

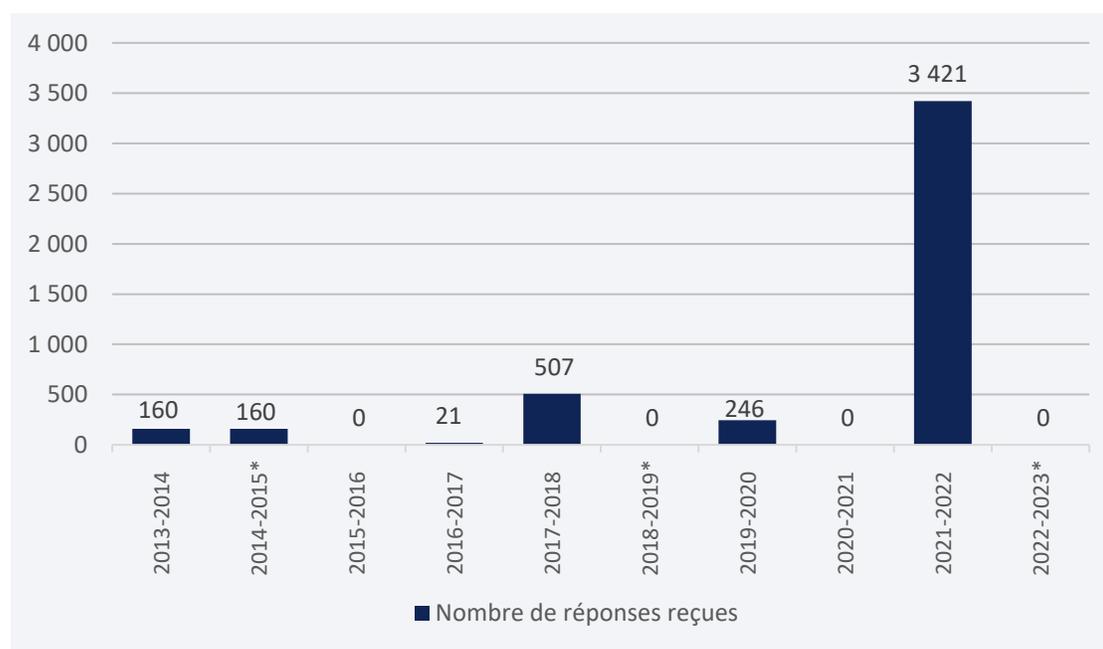


* Années d'élections générales

Dans le cadre de certaines consultations publiques, les parlementaires peuvent également sonder spécifiquement la population en l’invitant à répondre à des consultations en ligne sur des sujets reliés aux mandats faisant l’objet de consultations. Le nombre de réponses aux consultations en ligne reçues annuellement varie grandement d’une année à l’autre (**figure 9**), principalement en raison du fait que certaines années n’ont donné lieu à aucune consultation en ligne. Par exemple, en 2021-2022, une consultation en ligne a été réalisée dans le cadre des consultations sur l’évolution de la *Loi concernant les soins de fin de vie* à la Commission spéciale sur l’évolution de la *Loi concernant les soins de fin de vie*¹⁶. Au total, 3 421 réponses ont été reçues. En 2022-2023, aucune consultation en ligne n’a été tenue.

Figure 09

Nombre de réponses reçues aux consultations en ligne, par année



* Années d’élections générales

¹⁶ Commission spéciale créée en vertu d’une motion adoptée le 31 mars 2021 par l’Assemblée nationale. Au cours de son mandat, la Commission a tenu des consultations particulières et des auditions publiques sur l’évolution de la *Loi concernant les soins de fin de vie* et a ensuite déposé son rapport le 8 décembre 2021. Ayant terminé son mandat, elle s’est dissoute.

Contrôle parlementaire

Une autre responsabilité importante des commissions parlementaires est le contrôle de l'action gouvernementale. Que ce soit dans les commissions sectorielles par l'étude des crédits budgétaires, les mandats d'interpellation, la reddition de comptes d'organismes publics et des mandats conférés par des lois, ou encore à la CAP à travers ses différents mandats, les commissions disposent de moyens particuliers pour un meilleur contrôle de l'Administration.

Lors de la dernière année, un total de près de 136 heures a été dédié aux activités de contrôle parlementaire, représentant environ 22 % de l'ensemble des heures réalisées par les commissions (**tableau 17**). L'étude des crédits budgétaires a composé la grande majorité des heures de contrôle effectuées.

Tableau 17

Activités de contrôle parlementaire

Activités	Heures	%
Crédits budgétaires	116:51	19
Interpellations	15:54	2,6
Reddition de comptes et surveillance d'organismes	0:00	0
Mandats réalisés par la CAP	2:50	0,5
Total des activités de contrôle parlementaire	135:35	22
Total des autres activités	480:33	78
Total	616:08	100

Reddition de comptes dans les commissions sectorielles

En vertu des articles 293.1 et 294 du Règlement de l'Assemblée nationale, chaque commission sectorielle, dans son domaine de compétence, peut entendre les ministres, les sous-ministres et les dirigeants d'organismes publics afin de discuter de leur gestion administrative ainsi que des orientations et des activités de l'organisme.

En 2022-2023, aucun mandat de reddition de comptes n'a été réalisé par les commissions sectorielles.

Mandats réalisés par la Commission de l'administration publique

La CAP a un mode de fonctionnement particulier comparativement aux commissions sectorielles. Les mandats que l'article 117.6 du Règlement de l'Assemblée nationale lui confie ont une portée plus large et continue :

- ❖ vérifier les engagements financiers;
- ❖ entendre le Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion;
- ❖ entendre, en vertu de la *Loi sur l'administration publique*, les ministres, les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes afin de discuter de leur gestion administrative, au moins une fois tous les quatre ans ou lorsque celle-ci est signalée dans un rapport du Vérificateur général ou du Protecteur du citoyen;
- ❖ étudier le rapport annuel sur l'application de la *Loi sur l'administration publique*;
- ❖ étudier toute matière qui lui est confiée par l'Assemblée.

En 2022-2023, la CAP a réalisé une audition, dans le cadre d'un mandat double, à la fin de la 42^e législature, a élu une nouvelle présidente et de nouveaux vice-présidents au début de la 43^e législature, et s'est réunie à quelques reprises pour l'organisation de ses travaux. De plus, la Commission a procédé à l'examen de rapports annuels de gestion de huit ministères et organismes afin d'analyser leur performance organisationnelle.

Au total, elle s'est réunie dans le cadre d'une séance publique et de 7 séances de travail, correspondant à près de huit heures de travaux (**tableau 18**).

Tableau 18

Mandats réalisés par la Commission de l'administration publique

Mandats	Séances	Heures
Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers	3	2:50
Élection à la présidence et à la vice-présidence	1	0:05
Organisation générale et analyse de rapports annuels	4	5:00
Total	8	7:55

La CAP présente le fruit de ses travaux dans son rapport sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics qu'elle dépose à l'Assemblée généralement deux fois par année, en juin et en décembre. Au cours de l'année 2022-2023, la CAP a déposé un seul rapport étant donné qu'elle n'a pas tenu de séance à l'automne 2022. Son [rapport du printemps 2022](#) a été déposé en juin 2022, et contient 3 recommandations. Elle a publié 45 rapports sur l'imputabilité depuis 1997.

Rapports des commissions

Lorsqu'une commission termine un mandat, elle dépose son rapport à l'Assemblée. Le rapport d'une commission est constitué du procès-verbal de ses travaux et, le cas échéant, de ses observations, de ses conclusions et de ses recommandations. Une recommandation invite, la plupart du temps, le gouvernement, un ministère ou un organisme public à prendre les mesures nécessaires pour corriger une situation.

Au cours de l'année 2022-2023, les commissions ont produit trois rapports contenant des observations, des conclusions et des recommandations (tableau 19).

Tableau 19

Rapports contenant des observations, des conclusions et des recommandations

Commissions	Rapports (date de dépôt à l'Assemblée)
Mandats réalisés par les commissions sectorielles	
CTE	<u>Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de <i>Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028</i></u> (14 février 2023)
CFP	<u>Consultations particulières et auditions publiques sur le document de consultation sur le régime de rentes du Québec intitulé <i>Un régime adapté aux défis du 21^e siècle</i></u> (21 février 2023)
Mandats réalisés par les commissions ayant un rôle horizontal	
CAP	<u>Auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics sur leur gestion administrative – Rapport sur l'imputabilité – Printemps 2022</u> (7 juin 2022)

Annexe I. Tableaux 20, 21 et 22

Tableau 20

Nombre de mandats selon les types de mandats et d'activités, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée				Mandats prévus au Règlement			Mandats conférés par une loi	Mandats d'initiative				Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Études de toute autre matière	Élections à la présidence et à la vice-présidence	Interpellations	Autres		Études de règlement	Reddition de comptes et surveillance d'organismes	Études de pétitions	Études de toute autre matière	
	Publics*	Privés											
CAN	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
CAP	0	0	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	3
CAPERIN	5	0	1	0	1	2	0	0	0	0	0	0	9
CAT	2	5	1	0	1	2	0	0	0	0	0	0	11
CCE	2	2	1	0	1	1	0	0	0	0	0	1	8
CET	2	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	4
CFP	8	0	1	1	1	0	2	1	0	0	0	0	14
CI	8	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	11
CRC	3	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	5
CSSS	8	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	11
CTE	1	1	1	1	1	1	0	1	0	0	0	0	7
Total	39	8	9	2	10	8	5	2	0	0	0	1	84

* Regroupent les mandats de consultations publiques et des études détaillées.

Tableau 21

Nombre de séances selon les types de mandats et d'activités, en nombre et en pourcentage, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée				Mandats prévus au Règlement			Mandats conférés par une loi	Mandats d'initiative				Org. générale	Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Études de toute autre matière	Élections à la présidence et à la vice-présidence	Interpellations	Autres		Études de règlement	Reddition de comptes et surveillance d'organismes	Études de pétitions	Études de toute autre matière		
	Publics	Privés												
CAN	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
CAP	0	0	0	0	1	0	3	0	0	0	0	0	4	8
CAPERIN	7	0	2	0	1	2	0	0	0	0	0	0	3	15
CAT	4	7	3	0	1	2	0	0	0	0	0	0	4	21
CCE	13	2	4	0	1	1	0	0	0	0	0	8	5	34
CET	3	0	5	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2	11
CFP	21	0	3	4	1	0	2	0	0	0	0	0	1	32
CI	20	0	5	0	1	1	0	0	0	0	0	0	5	32
CRC	12	0	5	0	1	0	0	0	0	0	0	0	4	22
CSSS	24	0	3	0	1	1	0	0	0	0	0	0	5	34
CTE	3	1	3	5	1	1	0	0	0	0	0	0	6	20
Total (séances)	107	10	33	9	10	8	6	0	0	0	0	8	39	230
CAN	0	0	0	0	0	0	16,7	0	0	0	0	0	0	0,4
CAP	0	0	0	0	10	0	50	0	0	0	0	0	10,3	3,5
CAPERIN	6,5	0	6,1	0	10	25	0	0	0	0	0	0	7,7	6,5
CAT	3,7	70	9,1	0	10	25	0	0	0	0	0	0	10,3	9,1
CCE	12,1	20	12,1	0	10	12,5	0	0	0	0	0	100	12,8	14,8
CET	2,8	0	15,2	0	10	0	0	0	0	0	0	0	5,1	4,8
CFP	19,6	0	9,1	44,4	10	0	33,3	0	0	0	0	0	2,6	13,9
CI	18,7	0	15,2	0	10	12,5	0	0	0	0	0	0	12,8	13,9
CRC	11,2	0	15,2	0	10	0	0	0	0	0	0	0	10,3	9,6
CSSS	22,4	0	9,1	0	10	12,5	0	0	0	0	0	0	12,8	14,8
CTE	2,8	10	9,1	55,6	10	12,5	0	0	0	0	0	0	15,4	8,7
Total (%)	100	100	100	100	100	100	100	0	0	0	0	100	100	100

Tableau 22**Nombre d'heures selon les types de mandats et d'activités, en heure et en pourcentage, par commission**

Commissions	Mandats de l'Assemblée				Mandats prévus au Règlement			Mandats conférés par une loi	Mandats d'initiative				Org. générale	Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Études de toute autre matière	Élections à la présidence et à la vice-présidence	Interpellations	Autres		Études de règlement	Reddition de comptes et surveillance d'organismes	Études de pétitions	Études de toute autre matière		
	Publics	Privés												
CAN	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:06	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:06
CAP	0:00	0:00	0:00	0:00	0:05	0:00	2:50	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	5:00	7:55
CAPERNE	20:56	0:00	7:11	0:00	0:03	3:57	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	1:36	33:43
CAT	18:16	4:34	9:06	0:00	0:02	4:01	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	1:47	37:46
CCE	47:57	1:03	13:16	0:00	0:03	2:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	15:49	2:31	82:39
CET	15:20	0:00	17:04	0:00	0:02	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	1:16	33:42
CFP	75:21	0:00	12:59	12:30	0:03	0:00	9:48	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	1:03	111:44
CI	75:03	0:00	18:34	0:00	0:03	2:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	1:44	97:24
CRC	44:48	0:00	18:12	0:00	0:05	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	2:11	65:16
CSSS	91:32	0:00	9:24	0:00	0:03	1:59	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	2:25	105:23
CTE	10:45	0:32	11:05	13:25	0:03	1:57	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	2:43	40:30
Total (heures)	399:58	6:09	116:51	25:55	0:32	15:54	12:44	0:00	0:00	0:00	0:00	15:49	22:16	616:08
CAN	0	0	0	0	0	0	0,8	0	0	0	0	0	0	0,1
CAP	0	0	0	0	15,6	0	22,3	0	0	0	0	0	22,5	1,3
CAPERNE	5,2	0	6,1	0	9,4	24,8	0	0	0	0	0	0	7,2	5,5
CAT	4,6	74,3	7,8	0	6,2	25,3	0	0	0	0	0	0	8	6,1
CCE	12	17,1	11,4	0	9,4	12,6	0	0	0	0	0	100	11,3	13,4
CET	3,8	0	14,6	0	6,2	0	0	0	0	0	0	0	5,7	5,5
CFP	18,8	0	11,1	48,2	9,4	0	77	0	0	0	0	0	4,7	18,1
CI	18,8	0	15,9	0	9,4	12,6	0	0	0	0	0	0	7,8	15,8
CRC	11,2	0	15,6	0	15,6	0	0	0	0	0	0	0	9,8	10,6
CSSS	22,9	0	8	0	9,4	12,5	0	0	0	0	0	0	10,9	17,1
CTE	2,7	8,7	9,5	51,8	9,4	12,3	0	0	0	0	0	0	12,2	6,6
Total (%)	100	100	100	100	100	100	100	0	0	0	0	100	100	100

Annexe II. Fiches détaillées des activités des commissions

LÉGENDE

Mandat	Liste des mandats pour lesquels au moins une séance (publique ou de travail) a été tenue au cours de la période (1 ^{er} avril 2022 au 31 mars 2023). Le mandat peut avoir commencé l'année précédente ou s'être poursuivi l'année suivante.
Séances	Nombre total de séances tenues dans le cadre du mandat au cours de la période.
Durée	Durée totale des séances tenues dans le cadre du mandat au cours de la période.
Dates	Dates des séances tenues dans le cadre du mandat au cours de la période.

Commission de l'Assemblée nationale

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque
<p>Mandats prévus au Règlement</p> <p>Procéder à la formation des commissions parlementaires et à l'adoption de la liste des présidents de séance</p>	1	0:06	2022-12-02	

Commission de l'administration publique

Mandat		Séances	Durée	Dates	Remarque
Mandats prévus au Règlement	Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers	3	2:50	2022-05-30, 2022-05-31, 2022-05-31	Double mandat
	Élection à la présidence et à la vice-présidence	1	0:05	2022-12-06	
Organisation générale	Séance de travail - Organiser les travaux de la commission et procéder à l'analyse de rapports annuels de gestion	1	1:58	2022-04-01	
	Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:00	2023-02-22	
	Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	0:07	2023-03-16	
	Séance de travail - Procéder à l'examen de rapports annuels de gestion	1	1:55	2023-03-31	

Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 2, <i>Loi visant notamment à plafonner le taux d'indexation des prix des tarifs domestiques de distribution d'Hydro-Québec et à accroître l'encadrement de l'obligation de distribuer de l'électricité</i>	2	5:44	2023-01-31, 2023-02-01	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 13, <i>Loi concernant la ligne d'interconnexion Hertel-New York</i>	1	2:21	2023-03-14	
	Étude détaillée du projet de loi n° 21, <i>Loi visant principalement à mettre fin à la recherche et à la production d'hydrocarbures ainsi qu'au financement public de ces activités</i>	1	2:57	2022-04-05	Mandat débuté avant le 1 ^{er} avril 2022
	Étude détaillée du projet de loi n° 2, <i>Loi visant notamment à plafonner le taux d'indexation des prix des tarifs domestiques de distribution d'Hydro-Québec et à accroître l'encadrement de l'obligation de distribuer de l'électricité</i>	1	3:50	2023-02-08	
	Étude détaillée du projet de loi n° 13, <i>Loi concernant la ligne d'interconnexion Hertel-New York</i>	2	6:04	2023-03-16, 2023-03-21	
	Étude des crédits budgétaires 2022-2023	2	7:11	2022-05-03, 2022-05-04	
Mandats prévus au Règlement					
Élection à la présidence et à la vice-présidence	1	0:03	2022-12-06		

	Interpellation du député de Jacques-Cartier au ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie sur le sujet suivant : Le manque de vision du gouvernement caquiste en matière d'énergie	1	2:00	2023-02-10	
	Interpellation de la députée de Verdun à la ministre des Ressources naturelles et des Forêts sur le sujet suivant : L'importance d'un nouveau contrat social minier devant l'explosion du nombre de claims dans le sud du Québec	1	1:57	2023-03-17	
Organisation générale	Séance de travail – Organisation des travaux de la Commission	1	0:50	2023-02-16	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative visant à entendre la prochaine personne qui occupera le poste de président-directeur général d'Hydro-Québec	1	0:20	2023-03-23	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant la hausse des coûts des aliments au Québec	1	0:26	2023-03-23	

Commission de l'aménagement du territoire

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 37, <i>Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement en matière d'habitation</i>	1	7:02	2022-06-02	
	Étude détaillée du projet de loi n° 37, <i>Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement en matière d'habitation</i>	3	11:14	2022-06-03, 2022-06-07, 2022-06-08	
	Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 203, <i>Loi concernant la Ville de Laval</i>	1	1:26	2022-06-01	
	Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 205, <i>Loi concernant la Ville de Victoriaville</i>	2	0:29	2022-06-01, 2022-06-09	
	Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 207, <i>Loi concernant la Ville de Terrebonne</i>	1	0:17	2022-06-09	
	Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 209, <i>Loi concernant la Ville de Longueuil</i>	2	1:55	2022-06-01, 2022-06-09	
	Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 211, <i>Loi concernant la Municipalité de Saint-Damien-de-Buckland</i>	1	0:27	2022-06-09	
	Étude des crédits budgétaires 2022-2023	3	9:06	2022-04-26, 2022-04-28, 2022-05-04	

Mandats prévus au Règlement	Élection à la présidence et à la vice-présidence	1	0:02	2022-12-06	
	Interpellation de la députée de Vaudreuil à la ministre des Affaires municipales et de l’Habitation sur le sujet suivant : L’inaction du gouvernement caquiste en matière d’habitation	1	2:00	2022-04-08	
	Interpellation de la députée des Mille-Îles à la ministre responsable de l’Habitation sur le sujet suivant : L’habitation au Québec : un secteur négligé par un gouvernement caquiste désengagé	1	2:01	2023-03-31	
Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 600-20220526 concernant le contrôle des îlots de chaleur du quartier Centre-Sud	1	0:31	2022-06-08	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 632-20220602 pour plus de projets de logements sociaux, communautaires et abordables à Laval	1	0:24	2022-06-09	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 656-20220607 concernant l’interdiction des clauses prohibant les animaux de compagnie dans les logements	1	0:09	2022-06-09	
	Séance de travail – Organisation des travaux de la Commission	1	0:43	2023-02-09	

Commission de la culture et de l'éducation

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Étude détaillée du projet de loi n° 96, <i>Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français</i>	6	22:19	2022-04-05, 2022-04-06, 2022-04-07, 2022-04-12, 2022-04-13, 2022-04-14	Mandat débuté avant le 1 ^{er} avril 2022
	Étude détaillée du projet de loi n° 9, <i>Loi sur le protecteur national de l'élève</i>	7	25:38	2022-04-05, 2022-04-07, 2022-04-12, 2022-05-10, 2022-05-11, 2022-05-12, 2022-05-24	Mandat débuté avant le 1 ^{er} avril 2022
	Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 204, <i>Loi concernant La Maison-Alcan et le site patrimonial du Complexe-de-La-Maison-Alcan</i>	1	0:29	2022-06-07	
	Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 208, <i>Loi concernant certaines aliénations relatives à la maison Larue située au 306, rue des Érables, à Neuville</i>	1	0:34	2022-06-07	
	Étude des crédits budgétaires 2022-2023	4	13:16	2022-04-26, 2022-04-27, 2022-05-04, 2022-05-05	

Mandats prévus au Règlement	Élection à la présidence et à la vice-présidence	1	0:03	2022-12-06	
	Interpellation de la députée de Saint-Laurent au ministre de l'Éducation sur le sujet suivant: Les angles morts du ministre de l'Éducation	1	2:00	2023-03-24	
Mandats d'initiative	Mandat d'initiative portant sur les révélations de violence lors des initiations dans le milieu du hockey junior et la possible situation dans d'autres sports	8	15:49	2023-02-16, 2023-02-22, 2023-02-23, 2023-03-15, 2023-03-21, 2023-03-22, 2023-03-23, 2023-03-30	Mandat non terminé au 31 mars 2023
Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 593-20220525 concernant l'augmentation du financement du transport scolaire	1	0:25	2022-06-08	
	Séance de travail - Organiser les travaux de la Commission et statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 157-20221206 portant sur l'implantation du programme de formation en médecine vétérinaire à La Pocatière	1	1:00	2023-02-08	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur l'utilisation des salles d'isolement ou de retrait utilisées dans le réseau de l'éducation	1	0:26	2023-02-16	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative sur l'augmentation de la violence dans les écoles et autour des écoles	1	0:27	2023-02-23	

Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 418-20230315 concernant la disponibilité d'auto-injecteurs d'épinéphrine (ÉpiPen) dans les écoles préscolaires et primaires du Québec

1

0:13

2023-03-29

Commission de l'économie et du travail

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque
Mandats confiés par l'Assemblée	1	7:00	2022-05-24	
	2	8:20	2022-05-25, 2022-05-26	
	5	17:04	2022-04-26, 2022-04-27, 2022-04-28, 2022-05-03, 2022-05-04	
Mandats prévus au Règlement	1	0:02	2022-12-06	
Organisation générale	1	0:54	2023-02-02	
	1	0:22	2023-03-23	

Commission des finances publiques

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 3, <i>Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives</i>	4	16:04	2023-01-31, 2023-02-01, 2023-02-02, 2023-02-07	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 9, <i>Loi modifiant principalement certaines lois instituant des régimes de retraite du secteur public</i>	1	1:12	2023-03-16	
	Étude détaillée du projet de loi n° 4, <i>Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives</i>	4	16:05	2022-05-11, 2022-05-12, 2022-05-25, 2022-05-26	
	Étude détaillée du projet de loi n° 12, <i>Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics</i>	3	12:23	2022-04-06, 2022-04-07, 2022-05-10	Mandat débuté avant le 1 ^{er} avril 2022
	Étude détaillée du projet de loi n° 33, <i>Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions</i>	1	1:19	2022-06-01	
	Étude détaillée du projet de loi n° 6, <i>Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures</i>	1	1:48	2023-02-22	
	Étude détaillée du projet de loi n° 3, <i>Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives</i>	6	25:26	2023-02-15, 2023-02-16, 2023-02-21, 2023-02-23, 2023-03-14, 2023-03-15	
	Étude détaillée du projet de loi n° 9, <i>Loi modifiant principalement certaines lois instituant des régimes de retraite du secteur public</i>	1	1:04	2023-03-28	

	Étude des crédits budgétaires 2022-2023	3	12:59	2022-04-26, 2022-05-03, 2022-05-04	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le document de consultation sur le régime de rentes du Québec intitulé <i>Un régime adapté aux défis du 21^e siècle</i>	4	12:30	2023-02-08, 2023-02-09, 2023-02-14, 2023-02-16	Double mandat (également un mandat conféré par une loi)
Mandats prévus au Règlement	Élection à la présidence et à la vice-présidence	1	0:03	2022-12-06	
	Poursuite du débat sur le discours du budget	1	5:57	2022-04-05	Mandat débuté avant le 1 ^{er} avril 2022
	Poursuite du débat sur le discours du budget	1	3:51	2023-03-30	Mandat non terminé au 31 mars 2023
Organisation générale	Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:03	2023-01-31	

Commission des institutions

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 29, <i>Loi visant à faciliter le déroulement des prochaines élections générales au Québec</i>	1	1:13	2022-04-05	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 8, <i>Loi visant à améliorer l'efficacité et l'accessibilité de la justice, notamment en favorisant la médiation et l'arbitrage et en simplifiant la procédure civile à la Cour du Québec</i>	2	8:06	2023-02-15, 2023-02-16	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 12, <i>Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et visant la protection des enfants nés à la suite d'une agression sexuelle et des personnes victimes de cette agression ainsi que les droits des mères porteuses et des enfants issus d'un projet de grossesse pour autrui</i>	3	12:59	2023-03-22, 2023-03-28, 2023-03-29	
	Étude détaillée du projet de loi n° 2, <i>Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil</i>	6	30:13	2022-05-10, 2022-05-11, 2022-05-24, 2022-05-25, 2022-05-31, 2022-06-01	
	Étude détaillée du projet de loi n° 29, <i>Loi visant à faciliter le déroulement des prochaines élections générales au Québec</i>	4	11:57	2022-05-12, 2022-05-26, 2022-05-31, 2022-06-02	
	Étude détaillée du projet de loi n° 34, <i>Loi visant à améliorer l'accès à la justice en bonifiant l'offre de services juridiques gratuits ou à coût modique</i>	1	2:11	2022-06-07	
	Étude détaillée du projet de loi n° 192, <i>Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction</i>	1	0:46	2022-06-09	

	Étude détaillée du projet de loi n° 8, <i>Loi visant à améliorer l'efficacité et l'accessibilité de la justice, notamment en favorisant la médiation et l'arbitrage et en simplifiant la procédure civile à la Cour du Québec</i>	2	7:38	2023-02-21, 2023-02-22	
	Étude des crédits budgétaires 2022-2023	5	18:34	2022-04-26, 2022-04-27, 2022-05-03, 2022-05-04, 2022-05-05	
Mandats prévus au Règlement	Élection à la présidence et à la vice-présidence	1	0:03	2022-12-06	
	Interpellation de la députée de Joliette à la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne sur le sujet suivant : L'échec de l'approche provincialiste du gouvernement fédéraliste de la Coalition Avenir Québec pour faire avancer ses revendications constitutionnelles face au gouvernement canadien	1	2:00	2022-05-27	
Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur un procès secret	1	0:26	2022-04-13	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 511-20220427 concernant un moratoire sur le projet d'implantation d'un portefeuille numérique québécois	1	0:06	2022-05-26	
	Séance de travail – Organisation des travaux de la Commission	1	0:30	2023-02-09	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 413-20230314 concernant les cyberviolences faites aux femmes	1	0:20	2023-03-28	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 427-20230316 portant sur la reconnaissance du racisme et de la discrimination systémique envers les femmes et les filles autochtones	1	0:22	2023-03-29	

Commission des relations avec les citoyens

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 32, <i>Loi sur la liberté académique dans le milieu universitaire</i>	2	4:56	2022-05-10, 2022-05-11	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 11, <i>Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives</i>	7	29:29	2023-03-14, 2023-03-15, 2023-03-16, 2023-03-21, 2023-03-23, 2023-03-28, 2023-03-29	
	Étude détaillée du projet de loi n° 32, <i>Loi sur la liberté académique dans le milieu universitaire</i>	3	10:23	2022-05-25, 2022-05-26, 2022-05-31	
	Étude des crédits budgétaires 2022-2023	5	18:12	2022-04-26, 2022-04-27, 2022-05-03, 2022-05-04, 2022-05-05	
Mandats prévus au Règlement	Élection à la présidence et à la vice-présidence	1	0:05	2022-12-06	
Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 482-20220413 concernant la révision des formulaires et des critères d'admissibilité pour les demandes de supplément pour enfant handicapé	1	0:21	2022-05-25	

Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéros 601-20220526 et 618-20220531 concernant le respect des droits des locataires des résidences privées pour aînés	1	0:23	2022-06-09	
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:13	2023-02-07	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative sur les fermetures et les conversions de résidences privées pour aînés (RPA)	1	0:14	2023-02-23	

Commission de la santé et des services sociaux

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 28, <i>Loi visant à mettre fin à l'état d'urgence sanitaire</i>	2	6:17	2022-04-06, 2022-04-07	Mandat débuté avant le 1 ^{er} avril 2022
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 38, <i>Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives</i>	2	12:59	2022-05-31, 2022-06-01	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 10, <i>Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux</i>	2	7:19	2023-03-14, 2023-03-15	
	Étude détaillée du projet de loi n° 15, <i>Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives</i>	4	13:47	2022-04-04, 2022-04-05, 2022-04-07, 2022-04-11	Mandat débuté avant le 1 ^{er} avril 2022
	Étude détaillée du projet de loi n° 11, <i>Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre</i>	3	11:16	2022-04-12, 2022-04-13, 2022-04-14	
	Étude détaillée du projet de loi n° 28, <i>Loi visant à mettre fin à l'état d'urgence sanitaire</i>	3	12:06	2022-05-11, 2022-05-12, 2022-05-24	
	Étude détaillée du projet de loi n° 38, <i>Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives</i>	5	19:28	2022-06-03, 2022-06-06, 2022-06-07, 2022-06-08, 2022-06-09	Mandat non complété au moment de la dissolution de l'Assemblée en août 2022 qui y a mis fin

	Étude détaillée du projet de loi n° 10, <i>Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux</i>	3	8:20	2023-03-16, 2023-03-22, 2023-03-23	Mandat non terminé au 31 mars 2023
	Étude des crédits budgétaires 2022-2023	3	9:24	2022-04-27, 2022-04-28, 2022-05-05	
Mandats prévus au Règlement	Élection à la présidence et à la vice-présidence	1	0:03	2022-12-06	
	Interpellation du député de Pontiac au ministre de la Santé sur le sujet suivant : La dégradation de l'accès aux soins de santé sous le gouvernement caquiste	1	1:59	2023-02-17	
Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 539-20220428 concernant la reconnaissance de tous les titres d'emploi du personnel professionnel et technique du réseau de la santé et des services sociaux pour l'obtention de la prime d'assiduité	1	0:13	2022-05-26	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 125-20221201 concernant une demande visant à faire de la prévention de la démence une priorité en matière de santé	1	0:15	2023-02-08	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 285-20230131 concernant le conventionnement prioritaire du CHSLD Plaisance des Îles	1	0:22	2023-02-14	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur la santé mentale des jeunes	1	0:26	2023-02-23	
	Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:09	2023-02-22	

Commission des transports et de l'environnement

Mandat		Séances	Durée	Dates	Remarque
Mandats confiés par l'Assemblée	Étude détaillée du projet de loi n° 22, <i>Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions</i>	3	10:45	2022-04-06, 2022-04-07, 2022-04-12	Mandat débuté avant le 1 ^{er} avril 2022
	Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 206, <i>Loi concernant l'Association du Transport Aérien International</i>	1	0:32	2022-05-31	
	Étude des crédits budgétaires 2022-2023	3	11:05	2022-05-03, 2022-05-04, 2022-05-05	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de <i>Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028</i>	5	13:25	2023-01-31, 2023-02-01, 2023-02-02, 2023-02-07, 2023-02-09	Double mandat (également un mandat conféré par une loi)
Mandats prévus au Règlement	Élection à la présidence et à la vice-présidence	1	0:03	2022-12-06	
	Interpellation du député de Jean-Lesage au ministre des Transports sur le sujet suivant : La place centrale du projet de tramway pour assurer une offre de transport collectif efficace dans la Ville de Québec et ses banlieues et pour lutter contre les changements climatiques	1	1:57	2022-04-01	

Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative afin de mieux comprendre les causes et les solutions au problème de congestion routière au Québec, notamment dans la région de la Capitale-Nationale	1	0:24	2022-04-06	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative afin d'entendre la CDPQ et la CDPQ Infra concernant le projet du REM de l'Est	1	0:27	2022-04-06	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 617-20220531 concernant l'ajout de mesures visant à prévenir la conduite avec les facultés affaiblies par l'alcool	1	0:19	2022-06-09	
	Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	0:49	2023-02-01	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 388-20230222 concernant la mise en place de mesures visant à accroître la sécurité piétonne	1	0:19	2023-03-22	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur la sécurité routière	1	0:25	2023-03-22	

DIRECTION DES COMMISSIONS
PARLEMENTAIRES

Édifice Pamphile-Le May
3^e étage
1035 rue des Parlementaires
Québec (Québec) G1A 1A3
Téléphone : 418 643-2722
commissions@assnat.qc.ca